

COMMISSION DE LA DEFENSE
NATIONALE

du

MERCREDI 16 MARS 2011

Matin

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 16 MAART 2011

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 19 sous la présidence de M. Herman De Croo.

01 Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3075)

01.01 Annick Ponthier (VB): Il semblerait que 60 arrêtés royaux sont en attente d'un gouvernement ayant la plénitude de compétences.

Quels arrêtés royaux concernant la Défense ne peuvent-ils pas être promulgués parce que le gouvernement est toujours en affaires courantes?

01.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Cette question est manifestement posée dans chaque commission et la même réponse y est chaque fois fournie.

La doctrine et la jurisprudence ont précisé la notion "d'affaires courantes" sur la base d'un certain nombre de critères, qui sont intégrés dans les traditionnelles circulaires à l'entame d'une période d'affaires courantes.

Il y a les matières relevant de la gestion journalière qui peuvent être traitées comme à l'accoutumée. Puis, il y a les actes importants qui doivent permettre le déroulement normal de choix politiques antérieures, sans toutefois nécessiter une nouvelle initiative gouvernementale. Et enfin, il y a les affaires urgentes qui ne peuvent attendre au risque sinon de voir les intérêts fondamentaux du pays mis en péril. En l'espèce aussi, un gouvernement d'affaires courantes peut intervenir.

Le gouvernement soumet chaque mesure, au cas par cas, à ces trois critères. Seul les arrêtés d'exécution qui passent ce test peuvent être promulgués.

01.03 Annick Ponthier (VB): Chaque ministre fournit cette réponse standard. Il semble que le gouvernement d'affaires courantes s'accorde tout de même sur un point.

L'incident est clos.

02 Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la formation de l'armée congolaise" (n° 2984)

02.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): La Défense a recommencé à former des militaires congolais.

Dispose-t-on de garanties que les unités ainsi formées ne seront pas impliquées dans des violations des droits de l'homme et dans des violences contre des civils? En quoi consiste la formation? Les soldats sont-ils casernés? De quelle manière sommes-nous concernés par la reconstruction d'installations et par l'hébergement des familles de militaires?

02.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): La réforme de l'armée congolaise reposait sur les objectifs suivants: le renforcement de la discipline militaire, le respect des droits humains fondamentaux et l'amélioration des conditions de vie des militaires.

La Défense belge se préoccupe bien entendu du comportement des forces armées congolaises à l'égard de la population civile. Le respect des droits humains constitue dès lors un volet important dans le cadre des formations que nous prodiguons sur place.

Des militaires belges assurent la formation de 175 nouvelles recrues congolaises du 321^e bataillon URR, qui n'ont pas suivi la formation initiale au cours de la période 2009-2010. Cette formation a débuté en janvier 2011 et se terminera fin mars. Elle est axée sur la tactique, l'éthique, la technique et la disponibilité physique et mentale. Les soldats sont casernés dans la ville de garnison, dans le camp de Lwama à Kindu.

La construction de logements pour les familles des militaires de Kindu, le projet Famiki, est une initiative du SPF Coopération au Développement, mise en œuvre par des militaires du génie congolais, coachés par quatre militaires belges.

La président m'a soufflé que lors de sa récente visite au Congo, il a pu voir que la nouvelle approche portait ses fruits.

Le **président**: Je sais que le 321^e bataillon est apprécié.

02.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ce dossier n'en demeure pas moins délicat. Nous devons obtenir la garantie que les unités que nous formons ne sont ou n'étaient pas impliquées dans des violations des droits de l'homme. A-t-on procédé à une évaluation des résultats de la formation prodiguée antérieurement au 321^e bataillon? Cela me semble tout de même nécessaire avant de décider d'une formation supplémentaire.

02.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Cette évaluation a lieu en permanence, en interne comme en externe, également par la communauté internationale.

02.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le Parlement aimerait disposer de ces informations.

L'incident est clos.

Président: Filip De Man.

03 Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "les heures supplémentaires effectuées dans le système d'horaires flottants" (n° 3233)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dans le cadre des prestations à horaire variable, le personnel de la Défense titulaire d'un grade inférieur à celui d'officier, peut effectuer des heures supplémentaires au-delà des 38 heures hebdomadaires, avec un maximum de 12 heures par mois. Les heures supplémentaires doivent désormais être récupérées avant la fin du mois qui suit celui au cours duquel les heures supplémentaires ont été effectuées. Voilà un nouveau durcissement du régime, une mesure qui méconnaît la réalité quotidienne des militaires.

Pourquoi avoir instauré cette nouvelle contrainte? Le ministre n'est-il pas disposé à assouplir les délais?

Le ministre m'a précédemment confié que les commandants de corps et les commandants de base devaient interpréter les mesures du plan de transformation avec souplesse. Me serait-il possible de prendre connaissance de cette directive?

03.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Il faut établir la distinction entre les heures supplémentaires accomplies à l'occasion d'exercices et de missions et celles accomplies dans le cadre de l'horaire variable. Dans le premier cas, les prestations sont imposées par le chef de service. Ces heures supplémentaires inévitables doivent être compensées dans un délai de six mois. À défaut, elles peuvent être payées.

Initialement, les heures supplémentaires volontaires ont été proposées dans le cadre des mesures

d'accompagnement du plan de transformation, mais elles ont été inscrites dans un texte réglementaire. Les heures supplémentaires doivent être récupérées avant la fin du mois suivant le mois au cours duquel elles ont été effectuées, comme c'est pratiquement le cas dans tous les autres services publics fédéraux.

Je n'ai aucunement l'intention d'allonger ce délai. Seule une organisation syndicale conteste le délai actuel.

Je remets au président une copie de la note de l'état-major de la Défense adressée aux administrations locales.

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): J'étudierai la note. Le durcissement des délais n'est pas une mesure positive pour les militaires. Il ne faut pas perdre de vue que le plan de transformation a occasionné une foule de problèmes sociaux. Un système souple d'heures supplémentaires aurait pu quelque peu compenser ces difficultés.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt** au ministre de la Défense sur "le recours à des militaires dans les transports en commun bruxellois" (n° 2962)
- **M. Christophe Bastin** au ministre de la Défense sur "l'utilisation de militaires à la STIB" (n° 2972)
- **M. Bert Maertens** au ministre de la Défense sur "la présence de militaires à la STIB" (n° 2973)
- **Mme Annick Ponthier** au ministre de la Défense sur "la présence de militaires à la STIB" (n° 2988)
- **M. David Geerts** au ministre de la Défense sur "le transfert de militaires vers la fonction publique pour, par exemple, effectuer les contrôles dans les métro et bus" (n° 2996)
- **M. Rachid Madrane** au ministre de la Défense sur "le transfert de militaires vers la police fédérale" (n° 3191)
- **M. Bert Maertens** au ministre de la Défense sur "la situation en ce qui concerne les mutations de militaires vers la police fédérale" (n° 3278)

04.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): La vice-première ministre Mme Onkelinx a suggéré de déployer des militaires dans les transports en commun bruxellois.

Quelle est la portée précise de sa demande? Quelle est la position du ministre de la Défense? Une décision a-t-elle déjà été prise?

04.02 Bert Maertens (N-VA): Quels militaires seraient déployés et pour quelle période? Que pense le ministre, d'une manière générale, de l'affectation de militaires à des fonctions de gardiennage et de sécurité? Sont-ils formés pour ce type de missions et qui assumerait le coût éventuel de la formation? Le passage à la STIB se ferait-il sur une base volontaire?

04.03 Annick Ponthier (VB): Avec quels acteurs une concertation a-t-elle été menée à ce sujet? Selon la CGSP Défense, la formation doit être organisée sur une base volontaire. Cette information est-elle exacte? Comment le financement des actions éventuelles est-il réglé? Pour le reste, mes questions sont les mêmes que celles des autres intervenants.

04.04 Rachid Madrane (PS): Le 16 février dernier, la ministre de l'Intérieur m'a indiqué que le transfert d'une centaine de militaires vers la police fédérale constituait une bonne mesure offrant à Bruxelles un renfort policier structurel. La base légale de cette disposition a été complétée par la loi du 30 décembre 2010. Un arrêté royal doit encore finaliser les modalités de transition.

Où en est-on? Des contacts ont-ils été établis entre votre département et celui de l'Intérieur? Quelles mesures avez-vous prises pour encourager ce transfert?

Le Conseil des ministres du 18 février 2011 a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à l'utilisation de militaires en dehors des forces armées; cette mesure s'applique-t-elle ici?

04.05 Bert Maertens (N-VA): Le 1^{er} décembre, le ministre a déclaré que des négociations devaient encore avoir lieu avec les syndicats et qu'un arrêté royal spécifique sur les modalités transitoires pour les intéressés devait encore être promulgué. Par ailleurs, la loi portant des dispositions diverses devait encore être adoptée par le Conseil des ministres.

Quels ont été les résultats de ces négociations et des discussions au sein du Conseil des ministres? Les militaires concernés sont-ils dans l'intervalle en service à la police fédérale?

04.06 David Geerts (sp.a): Par le passé, des militaires ont déjà été mis à la disposition de zones de police.

Quelle évaluation a été faite de ces projets? Les conventions relatives à la prise en charge des frais salariaux sont-elles encore d'application? Des mesures d'exécution doivent-elles encore être prises pour ce projet STIB?

04.07 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): La réalisation de missions de surveillance et de sécurité pour d'autres services publics ne relève pas des tâches de la Défense. Il a donc été décidé en 2010 que cent militaires seraient transférés vers le cadre opérationnel de la police pour renforcer la sécurité à Bruxelles. Il s'agit de mutations volontaires mais définitives. Les intéressés bénéficient d'une formation d'un an pour devenir candidat-inspecteur. S'ils réussissent la formation, ils sont transférés vers la police et perdent leur statut militaire. Pendant cinq ans, la Défense règle pour eux deux tiers des charges salariales. Ils sont ensuite totalement pris en charge par le ministère de l'Intérieur.

Ce projet a été financé par le biais de l'article 77 de la loi portant des dispositions diverses du 29 décembre 2010. L'arrêté royal du 14 février 2011 a fixé les groupes cibles de ce projet: sous-officiers, soldats et matelots entre 29 et 39 ans peuvent poser leur candidature. Un deuxième arrêté royal a dû régler le transfert des militaires en question mais sept des huit syndicats militaires ont remis un avis négatif à ce sujet. Le 3 mars 2011, le Conseil des ministres a quand même décidé que cet arrêté royal peut continuer à être appliqué en ce qui concerne le processus de contrôle administratif et budgétaire.

(En français) Ce projet d'arrêté royal reprend les modalités de transfert qui sont de la compétence de l'Intérieur. L'appel aux candidats a été lancé au sein de la Défense le 4 mars, une session d'information aura lieu le 24 mars, les inscriptions seront clôturées le 18 avril et la sélection par la police commence en mai. En principe, les candidats sélectionnés entameront leur formation début octobre.

Le projet de passage de cent militaires vers les cadres opérationnels de la police fédérale correspond à une politique de mobilité externe de la Défense et permettra d'assainir la structure d'âge du département. Ce projet n'a rien à voir avec le projet d'arrêté royal relatif à l'utilisation de militaires en dehors des Forces armées, approuvé lors du Conseil des ministres du 18 février 2011. En effet, cette mise à disposition est temporaire.

Il existe deux protocoles de collaboration entre la police et la Défense. L'un, daté de 2007, touche au domaine non opérationnel et porte sur la mise à disposition de personnel, de services et de matériels et la participation à des formations. L'autre, opérationnel et qui date de 2003, porte sur l'appui "opérationnel" et temporaire aux opérations des services de police.

Le protocole précise qu'il ne peut y avoir de tâches de confrontation physique pour le personnel de la Défense, que ce dernier intervient de manière non armée et qu'il ne se substitue pas à la police.

Cinq projets similaires sont encore en cours: l'affectation à des centraux d'appel, à des cadres administratifs de la police locale, au SPF Affaires étrangères, au SPF Justice et à l'Office national des pensions. En 2010, 24 militaires ont entamé une période de stage dans le cadre de ces projets. 33 militaires ont été transférés définitivement dans un de ces services. Par ailleurs, 21 militaires sont passés dans le secteur privé par le biais d'un projet d'accompagnement de la Défense et 4 militaires sont entrés dans un tel projet d'accompagnement en 2010.

04.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le recours à l'armée dans les transports en commun est évidemment perçu comme un traitement de choc. Est-il vraiment judicieux de transférer de jeunes recrues vers le secteur public? La sécurité dans le métro ne mérite-t-elle pas une approche plus réfléchie et plus intégrée? On exerce aujourd'hui une pression énorme sur l'opérationnalité et le budget du département de la Défense.

04.09 Bert Maertens (N-VA): En effet: pourquoi mobiliser précisément de jeunes militaires alors que nous tendons vers une armée plus restreinte mais plus jeune et plus dynamique? L'objectif ne consiste tout de même pas à mobiliser la Défense à tout bout de champ. Les écologistes souhaitaient précédemment déjà recourir à des militaires et à du matériel militaire pour les demandeurs d'asile, mais ils semblent avoir mûri entre-temps.

04.10 Annick Ponthier (VB): Prenons garde de ne pas vider l'armée de sa substance. Le ministre ne peut négliger la mission essentielle de nos militaires.

04.11 David Geerts (sp.a): Pour participer aux précédents projets de réaffectation, il fallait avoir 45 ans, précisément pour éviter que l'armée ne perde ses forces vives. Aujourd'hui, on s'adresse aux jeunes. Quoi qu'il en soit, il importe d'informer correctement les éventuels candidats.

04.12 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je m'adresse à M. Maertens. L'ouverture des casernes aux sans-abri est selon moi au cœur de la mission de l'armée, au même titre que le transport de ces personnes. Cela n'a rien à avoir avec le drainage quasi structurel des jeunes militaires vers d'autres secteurs publics.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Wouter De Vriendt** au ministre de la Défense sur "'autopromotion' de généraux" (n° 2983)
- **Mme Annick Ponthier** au ministre de la Défense sur "les déclarations du MR relatives à l'auto-promotion' des généraux flamands" (n° 2989)
- **M. Denis Ducarme** au ministre de la Défense sur "la nomination de généraux lors des derniers comités d'avancement ou la problématique dite de 'l'auto-promotion' des généraux néerlandophones" (n° 3384)
- **M. David Geerts** au ministre de la Défense sur "les effectifs des forces armées belges" (n° 2995)
- **M. Bert Maertens** au ministre de la Défense sur "les critiques du MR au sujet du plan de réforme et des nominations à l'armée" (n° 3272)

05.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): L'un des partis gouvernementaux a annoncé en février des initiatives visant à mettre un terme à l'auto-promotion des généraux néerlandophones.

Comment le ministre réagit-il à cette annonce? Le déséquilibre linguistique auprès des généraux est-il cyclique ou structurel?

05.02 Annick Ponthier (VB): Lors d'une conférence de presse donnée mi-février, le MR a annoncé le dépôt d'un certain nombre de propositions de loi pour contrer l'auto-promotion des généraux flamands.

Comment le ministre réagit-il à cette annonce? La réforme menée au sein de l'armée a-t-elle effectivement creusé le déséquilibre linguistique?

05.03 Bert Maertens (N-VA): Mes questions sont les mêmes que celles des orateurs précédents.

05.04 David Geerts (sp.a): D'après le plan de transformation, les effectifs de l'armée belge doivent être stabilisés à 34 000 soldats. À cause des départs et des mises à la retraite, nous risquons de ne plus disposer que de 20 000 à 25 000 militaires en 2020.

Qu'en est-il de la vague de mises à la retraite qui est imminente? Comment s'y prendra-t-on pour recruter plus efficacement? Quelle est l'incidence budgétaire de la diminution des effectifs?

05.05 Bert Maertens (N-VA): Il est vrai que lors de sa conférence de presse, M. Ducarme, malheureusement absent actuellement, a brossé le portrait effrayant d'une armée où ne subsistent que 25 000 militaires. C'est le même M. Ducarme qui a accusé les Flamands de faire de l'"auto-promotion".

Que pense le ministre de ces déclarations? Quelles sont ses prévisions? Comment compte-t-il atteindre son objectif de 34 000 militaires? Comment réfute-t-il les accusations d'auto-promotion portées contre les officiers néerlandophones?

05.06 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Même si elles sont dès à présent très claires, je ne veux pas anticiper sur les conclusions du groupe de travail 'Équilibre linguistique au sein de l'armée'.

Chaque parlementaire a le droit de déposer une proposition de loi de nature à améliorer une situation qu'il juge injuste. Je n'ai cependant pas encore vu de proposition sur le processus de nomination des officiers supérieurs.

Une comparaison de la structure de la Défense avant et après la transformation révèle que la réduction du nombre de postes en Flandre et en Wallonie a été à peu près identique. Il en va de même pour les mutations qui sont conformes au cadre linguistique existant au sein du personnel de la défense, soit 54,1 % de néerlandophones et 45,9 % de francophones. J'observe par conséquent qu'y compris pour le volet linguistique, le plan de transformation est parfaitement équilibré. Aucun déséquilibre linguistique n'a été renforcé et aucun groupe linguistique, ni aucune autre Région n'ont été privilégiés.

Ce même cadre linguistique se retrouve également parmi les généraux. Les travaux du groupe de travail ont démontré que ces 15 dernières années ont été marquées par un phénomène cyclique qui perdure.

La finalité du plan de transformation de la Défense se résume toujours à deux chiffres: 32 000 militaires et 2 000 membres du personnel civils d'ici à fin 2012.

L'évaluation annuelle des recrutements nous enseigne que 99 % des places vacantes sont conférées. L'objectif de 32 000 militaires sera donc atteint à la fin de cette année-ci. À partir de là, les recrutements seront intensifiés pour atteindre 2 000 militaires par an de façon à garder le cap en ce qui concerne les effectifs visés. Cet objectif devrait pouvoir être atteint si la Défense peut continuer de disposer du budget actuel d'à peu près 2,8 milliards d'euros. Je vous communiquerai les chiffres des recrutements qui n'ont pas abouti et des mises à la retraite car les recrutements et les mises à la retraite sont les deux facteurs qui déterminent les effectifs du personnel. Le "profit" budgétaire réalisé grâce aux mises à la retraite est absorbé par le recrutement de jeunes militaires. Ainsi, la pyramide des âges est du même coup assainie.

05.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Cette escarmouche avec le MR prouve que ce gouvernement d'affaires courantes est loin de parler d'une seule voix.

Les chiffres montrent bien qu'à l'armée, le flux sortant est trop important et le flux entrant de recrues, trop faible. Il faut donc revoir la politique suivie dans ce domaine. À mon sens, le concept de carrière mixte pourrait s'avérer très utile dans ce contexte.

05.08 Annick Ponthier (VB): Je suis certaine que l'on fait de son mieux à tous les niveaux pour préserver ou corriger l'équilibre linguistique aussi bien sur le plan des recrutements qu'en cours de carrière. Je déplore que d'aucuns profèrent toutes sortes d'accusations à cet égard et que ces accusations soient ensuite liées au plan de réforme.

05.09 David Geerts (sp.a): Je trouve qu'il y a un grand gaspillage de talents à partir du moment où après trois ans, l'on ne garde que 585 personnes après en avoir recruté 1 081. Nous devons trouver un moyen de remédier à ces recrutements qui n'aboutissent pas.

05.10 Bert Maertens (N-VA): Il faut effectivement traiter par priorité le problème de ces recrutements qui se terminent par un échec.

En ce qui concerne les "auto-promotions", je m'abstiendrai de toute déclaration hardie. Nous attendrons le rapport du groupe de travail et nous verrons alors quelles initiatives sont nécessaires et envisageables.

L'incident est clos.

06 Question de M. David Clarinval au ministre de la Défense sur "les nouveaux contrats de concessions agricoles du camp militaire de Marche-en-Famenne" (n° 2938)

06.01 David Clarinval (MR): Récemment, au camp militaire de Marche-en-Famenne, qui comprend 250 hectares de prairies, ont été renouvelées les concessions aux agriculteurs pour une période allant jusqu'en 2015. Les précédentes concessions avaient été attribuées aux agriculteurs en tenant compte de critères de priorités définis préalablement. Les nouvelles concessions ont été attribuées tout simplement aux plus offrants. Cette nouvelle règle entraîne que certains agriculteurs de Hotton et de Marche-en-Famenne ont perdu une grande part des terres qu'ils exploitaient, avec les conséquences que l'on imagine sur les investissements qu'ils avaient consentis.

Pourquoi les règles d'attribution des terres dans ce camp ont-elles été modifiées? Sont-elles d'application dans d'autres camps militaires? Le cas de Florennes serait identique. Allez-vous rencontrer la Fédération wallonne de l'agriculture afin qu'elle puisse vous exposer son avis sur ce sujet? Cette méthode d'attribution est-elle compatible avec la loi sur le bail à ferme?

06.02 Pieter De Crem, ministre (en français): Effectivement, fin 2010, il a été procédé à un renouvellement des droits de pacage sur le domaine militaire de Marche-en-Famenne sur base d'un nouveau cahier des charges. S'agissant de concessions précaires et révocables sur un domaine militaire, on a estimé opportun d'établir un cahier des charges qui ne soit pas soumis aux règles restrictives de la loi sur les baux à ferme. Ce cahier des charges a obtenu l'accord du SPF Finances et c'est le receveur des domaines compétent qui est responsable de l'organisation de la procédure d'adjudication publique.

Ces nouvelles règles seront également appliquées pour les futures adjudications de terrains du domaine militaire. Néanmoins, mon département se concertera encore avec le SPF Finances pour fixer définitivement les règles de ces adjudications. Dans le cas de Marche-en-Famenne, un contrat avec l'adjudicateur a été conclu et, de ce fait, l'adjudication est devenue définitive. Pour les futures adjudications, une concertation avec la Fédération wallonne des agriculteurs peut encore avoir lieu.

Vu qu'il s'agit de concessions sur le domaine militaire, la législation relative au bail à ferme n'est pas applicable.

06.03 David Clarinval (MR): Ces occupations, qui sont très facilement révocables, induisent une réelle précarité pour certains agriculteurs. Il vaudrait mieux des baux précaires, mais d'une certaine durée. L'adjudication pure et simple au plus offrant est également une chose peu courante dans le monde agricole.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le missile MILAN" (n° 2991)**

- **Mme Karolien Grosemans au ministre de la Défense sur "les missiles antichars téléguidés" (n° 3387)**

07.01 Karolien Grosemans (N-VA): L'armée belge a décidé de mettre hors d'usage, du moins temporairement, tous les missiles antichars de type MILAN. La Défense n'est donc plus en mesure de neutraliser des véhicules blindés ou des objectifs renforcés à moyenne distance.

La décision a été prise dans un souci de sécurité étant donné la vétusté des missiles et des munitions. Des incidents se sont déjà produits. Le remplacement des missiles est prévu pour 2016. Ces incidents ont-ils fait l'objet de rapports? Qu'en est-il des systèmes de mise à feu? Les munitions vétustes seront-elles détruites? Quels moyens budgétaires sont disponibles pour remplacer les missiles MILAN? Cet achat sera-t-il anticipé compte tenu de la mise hors d'usage des missiles MILAN?

07.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Le système MILAN a été acquis en 1976 pour un montant total de 20 millions d'euros. Le système d'armement est toujours fonctionnel. Le but est de poursuivre la

formation tactique aux postes de tir démilitarisés et de garder certains postes en réserve opérationnelle afin de satisfaire à tous les besoins opérationnels.

Les missiles de type MILAN ont effectivement été mis hors d'usage après un incident qui a fait un blessé lors d'un exercice à Bergen-Hohne en novembre 2009. Selon l'enquête, les postes de tirs ne présentent aucun défaut. Ils peuvent donc toujours servir.

L'étude détaillée a révélé que les missiles anciens de trente ans peuvent présenter des risques pour le personnel, raison pour laquelle il a été jugé prudent de mettre l'ensemble du stock hors service. Cette décision est définitive.

Les missiles mis hors service seront détruits par une entreprise spécialisée pour le prix de 140 000 euros. Les 926 missiles resteront en sécurité dans les abris à munition jusqu'à leur évacuation en vue de leur destruction, au plus tôt en 2012.

Pour répondre à court terme aux besoins opérationnels, la Défense étudie une solution par le biais de pays partenaires qui disposent encore de stocks de missiles MILAN en bon état.

Pour le futur, une prospection est en cours en vue du remplacement du système d'armement MILAN. La liste des candidats n'est pas encore fixée et nous ignorons quels moyens seront nécessaires.

07.03 Karolien Grosemans (N-VA): Je souhaiterais recevoir des explications supplémentaires sur la reprise de missiles de pays partenaires.

07.04 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Ce point n'entre plus dans le cadre de votre question initiale. Je n'y répondrai pas, parce qu'aucune réponse n'est neutre.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "sa visite au salon de l'armement IDEX à Abu Dhabi" (n° 3004)**

- **M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "sa visite au salon de l'armement IDEX" (n° 3005)**

- **M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "sa visite à un salon de l'armement à Abu Dhabi" (n° 3147)**

- **M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "sa visite au salon de l'armement IDEX" (n° 3148)**

08.01 Theo Francken (N-VA): Quand cette question a été d'actualité, le ministre y a longuement répondu en séance plénière. Je retire donc ma question.

08.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Je souhaiterais encore poser quelques questions complémentaires. Le ministre était-il présent à ce salon de l'armement à l'invitation de l'industrie de l'armement? Quels ont été les résultats de sa visite? Qui faisait partie de la délégation et quel a été le coût de la visite?

08.03 Dirk Van der Maelen (sp.a): Je voudrais également savoir quel a été le coût de la mission et avec qui le ministre s'est entretenu.

08.04 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Je rappelle que les licences d'exportation d'armes sont approuvées par le gouvernement flamand, dont le sp.a fait également partie.

J'ai répondu à l'invitation des Émirats Arabes Unis. Les Émirats sont un partenaire important pour nous et sont actifs comme nous dans les opérations menées au Liban et en Afghanistan et dans la mission Atalanta. Ils sont d'ailleurs également candidats à l'OTAN.

La délégation était composée de six membres de mon cabinet: le chef de cabinet, le secrétaire général, le conseiller diplomatique et ambassadeur, le conseiller en relations parlementaires, l'officier de liaison-major, le

porte-parole et un secrétaire. Trois militaires faisaient également partie de la délégation: un expert en opérations, un expert en missions publiques et un photographe. Sur place, la délégation a été rejointe par l'ambassadeur de Belgique, l'attaché à la Défense et un officier de liaison des Émirats Arabes Unis. La visite a été organisée par l'ambassade de Belgique, sous la direction de l'ambassadeur M. Van Calster.

Je suis arrivé le dimanche 21 février aux alentours de 9 heures et je me suis ensuite immédiatement rendu à l'ouverture du salon. Des rencontres étaient également prévues avec les autorités susdites et à la base aérienne Al Dhafra, j'ai négocié des accords de collaboration relatifs à l'aviation militaire avec les Émirats. J'ai quitté les Émirats Arabes Unis mercredi matin.

J'ai visité les pavillons des sociétés belges Barco, Conteno, Varec, FN Herstal, CMI, BSDI et Ilias Solutions. Aucune arme n'a été achetée ou vendue lors de ma visite.

Le coût total – logement, repas et transport sur place – de cette visite s'est élevé à 16 149 euros. Le coût du vol est supporté par le plan de vol de la Défense, comme le veut la règle pour le chef de l'État, le premier ministre et le ministre de la Défense. Tous les autres aspects pratiques ont été réglés par l'ambassade de Belgique au Bahreïn et à Abu Dhabi.

08.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Il n'existe donc apparemment pas d'aperçu plus détaillé de l'ensemble des frais relatifs à cette visite.

08.06 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Tous les frais ont été supportés par les autorités belges. Il n'y avait absolument aucun lien avec les entreprises belges au salon.

08.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): On me présente un montant mais aucune ventilation pour chaque catégorie de frais.

Il s'agit d'une délégation importante qui visite un salon de l'armement et conclut un memorandum qui n'est en principe pas conclu par un ministre. Il s'agit d'une affectation erronée des deniers publics; la visite d'un salon de l'armement témoigne d'un cynisme de mauvais goût alors que le Moyen-Orient est à feu et à sang.

08.08 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Je me suis excusé auprès des représentants des Émirats Arabes Unis. Ils m'ont dit que ces excuses n'étaient pas nécessaires parce qu'ils savaient de quel côté venaient les critiques.

08.09 Dirk Van der Maelen (sp.a): Où le ministre a-t-il rencontré ces instances: au salon, au sein de leur département? Cette visite était en tout état de cause inopportune. Pourquoi la délégation devait-elle d'ailleurs être aussi importante puisqu'il n'y a quand même eu aucun achat et aucune vente? Pour signer un document qui n'est normalement pas signé par le ministre lui-même, une telle délégation n'est pas nécessaire.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Karin Temmerman au ministre de la Défense sur "le flux migratoire prévu en provenance d'Afrique du Nord" (n° 3112)**

- **Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "l'absorption de l'afflux probable de réfugiés" (n° 3128)**

09.01 Annick Ponthier (VB): La Défense jouera-t-elle un rôle au niveau de l'accompagnement de l'afflux de réfugiés auquel on risque d'assister compte tenu de la crise au Moyen-Orient et en Afrique du Nord? Les réfugiés concernés auront-ils un statut spécifique et ouvrira-t-on pour eux des centres d'accueil spécifiques, par exemple dans d'anciennes casernes?

09.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'afflux de réfugiés en provenance d'Afrique du nord demeure pour l'instant relativement limité. L'Office des Étrangers suit attentivement l'évolution de la situation.

Dès le début de la crise de l'accueil des réfugiés, la Défense a adopté une attitude constructive en proposant 2 000 nouvelles places d'accueil dans quatre quartiers militaires. La création de capacités supplémentaires dans les quartiers d'Ans, de Baronville et de Diest n'est donc pas d'actualité pour l'instant. À l'issue de leur 'désinfection' définitive, ils seront transférés au Comité d'Acquisition d'Immeubles du SPF Finances en vue de leur vente. Dans l'attente de l'attribution d'une nouvelle affectation urbanistique des domaines, la procédure d'aliénation est souvent suspendue. En fonction de cette procédure, les domaines seront vendus au plus offrant, sauf si l'État fait valoir son droit d'expropriation.

Le premier ministre a déjà déclaré qu'il fallait assurer l'accueil humanitaire et qu'il fallait éviter que les réfugiés se dirigent uniquement vers l'Europe. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a libéré 1 million d'euros. Le premier ministre a dit qu'il fallait veiller à ce que ces personnes retournent au plus vite dans leur pays d'origine et c'est précisément dans cette perspective que la Défense a mobilisé l'Airbus A330 pendant une semaine pour assurer l'évacuation des réfugiés à la frontière entre la Tunisie et la Libye. Au total, l'avion a rapatrié plus de 1 500 ressortissants de pays africains qui, à la suite des violences en Libye, souhaitent rentrer dans leur pays. Lundi, l'Airbus a ramené 256 Égyptiens au Caire. Mardi et mercredi, l'appareil a effectué des vols entre Djerba en Tunisie et Accra, la capitale du Ghana. Il a à cette occasion, rapatrié respectivement 250 et 237 réfugiés. Jeudi, deux vols étaient programmés entre Djerba et la capitale malienne Bamako. Chaque vol a transporté 256 passagers. Vendredi, un dernier vol a reconduit 262 personnes au Mali et l'Airbus est ensuite revenu à Melsbroek.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3115 de Mme Fonck est transposée en question écrite.

10 Questions jointes de

- **M. Philippe Blanchart au ministre de la Défense sur "la situation en Libye et l'option d'une intervention militaire" (n° 3201)**

- **M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "l'attitude de la Belgique concernant l'insurrection en Libye" (n° 3351)**

10.01 Philippe Blanchart (PS): La communauté internationale évoque une intervention militaire en Libye et l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne pour les avions libyens afin d'empêcher le bombardement de civils et d'opposants.

Le 25 février, une réunion du Conseil de l'Atlantique Nord fut consacrée à un échange d'informations sur la Libye et à la discussion d'options possibles. Le Secrétaire général de l'OTAN a déclaré que l'Alliance disposait de moyens utiles tout en insistant sur la nécessité d'un mandat clair du Conseil de sécurité de l'ONU. Les ambassadeurs de l'OTAN devraient se réunir ce mercredi, mais il semble qu'aucun consensus ne se soit dégagé dans ce domaine.

Une réunion des ministres de la Défense européens s'est tenue le même jour à Budapest avec également à son agenda la Libye. Le Sénat américain a voté, mardi soir, une résolution demandant à la communauté internationale d'envisager une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et plusieurs navires de guerre américains se déploient autour des côtes libyennes.

Quel est l'état des discussions en cours sur ces options? Que signifient les propos du Secrétaire général de l'OTAN déclarant disposer de moyens utiles? Quelle est notre position, et celle des autres pays européens? Quelle a été la teneur des discussions des ministres de la Défense de l'UE?

10.02 Theo Francken (N-VA): Quelle est la position de la Belgique à propos d'une intervention militaire dans le conflit libyen? De quoi a-t-il été question lors du dernier sommet européen des ministres de la Défense? Le ministre est-il disposé à engager des effectifs?

10.03 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Le ministre des Affaires étrangères est actuellement

présent à la Chambre et le dossier libyen figure à l'ordre du jour de la commission compétente. M. Francken devrait donc s'adresser au ministre des Affaires étrangères, qui exprime le point de vue du gouvernement sur ce dossier.

10.04 Theo Francken (N-VA): J'ai d'abord posé la question au ministre Vanackere mais je voulais surtout aborder ici l'aspect militaire du dossier.

10.05 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Les États membres ont demandé à l'OTAN d'étudier, dans le cadre d'un mandat de l'ONU et en concertation avec les acteurs régionaux et internationaux, la contribution de l'Alliance à une résolution de la crise libyenne.

À la demande de l'Union européenne, le gouvernement belge a décidé le 4 mars de participer au pont aérien de l'*UNHCR* et de l'Organisation Internationale pour les Migrations pour la libération des réfugiés à la frontière entre la Tunisie et la Libye. Un Airbus belge a été affrété entre le 7 et le 11 mars. La Défense belge a également engagé une personne dans le cadre de l'*United Nations Disaster Assessment and Coordination team* (UNDAC) qui assure la coordination et l'appui aux réfugiés sur place.

Lors de la réunion des ministres de la Défense de l'Union européenne, Lady Ashton a dressé un état des lieux de la situation en Libye. Sur la position des autres pays membres de l'alliance, je vous renvoie au ministre des Affaires étrangères.

Trois conditions étaient fixées pour une "no-fly" zone: délimitation du territoire, mesures pour éviter qu'il y ait des vols et neutralisation des moyens de défense au sol. Il devait aussi y avoir un mandat du Conseil de sécurité de Nations Unies et un soutien régional. Ces conditions ne sont pas remplies, la communauté internationale reste dans l'expectative sur ce sujet. Nous avons vécu une mauvaise expérience en Bosnie. Il faut être vigilant.

10.06 Philippe Blanchart (PS): L'instauration d'une zone de non-survol provoquerait des dégâts collatéraux et des retombées sur la population. En ce qui concerne l'aide humanitaire, je suis rassuré que les choses soient en ordre et que la Belgique ait pris des dispositions en ce sens.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **M. Patrick Moriau** au ministre de la Défense sur "**l'arrestation de militaires belges en Suède**" (n° 3229)
- **M. Wouter De Vriendt** au ministre de la Défense sur "**l'incident dans lequel ont été impliqués quelques militaires en Suède**" (n° 3230)
- **M. David Geerts** au ministre de la Défense sur "**l'incident survenu en Suède**" (n° 3234)

11.01 Patrick Moriau (PS): Trois militaires belges appartenant, semble-t-il, aux Forces spéciales de Flawinne, ont été arrêtés en Suède. Après s'être bagarrés dans un hôtel, ils auraient été inculpés de coups à agents et de violences en public contre des fonctionnaires.

Avez-vous des compléments d'information sur cet incident? D'après la radio suédoise, les militaires étaient en entraînement hivernal, mais celui-ci aurait été interrompu. Pour quel motif? En quoi consistait cet entraînement et combien de militaires y participaient? Enfin, comptez-vous prendre des mesures disciplinaires une fois l'enquête terminée?

11.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Que s'est-il exactement passé en Suède? Quelles mesures de rétorsion la Défense prendra-t-elle contre les militaires concernés? Notre pays a-t-il conclu des accords de collaboration avec la Suède d'une part pour l'extradition d'inculpés et d'autre part en vue de poursuites pénales et une exécution de la peine en Belgique? Ces accords s'appliquent-ils en l'occurrence? Combien de mois la formation Special Forces reçue par ces militaires a-t-elle duré? Le ministre a-t-il l'intention d'allonger ou de réduire la durée de cette formation? Ces militaires avaient-ils déjà été condamnés précédemment et avaient-ils déjà été impliqués dans des incidents du même genre? Compte tenu de leurs problèmes comportementaux et de leurs antécédents, entraient-ils bien en considération pour partir à l'étranger?

Comment le nombre de membres des Special Forces a-t-il évolué de 2007 à aujourd'hui? Y a-t-il pénurie? Les membres des Special Forces sont-ils plus souvent impliqués dans des incidents que les autres militaires?

11.03 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Le groupe des Forces spéciales a envoyé un détachement en Suède pour y suivre un entraînement en conditions arctiques, du 14 février au 5 mars. Les participants étaient libres le 26 février au soir.

Nous ne disposons pas des détails précis sur les faits. Les autorités judiciaires suédoises n'ont donné qu'une information sommaire. Le procureur fédéral a été informé des faits, il est en contact avec son collègue suédois et mène son enquête. Trois militaires belges se trouvent en détention préventive.

(*En néerlandais*) L'enquête est entre les mains des parquets suédois et belge. La Défense doit attendre d'en connaître l'issue avant d'agir. Une délégation du parquet fédéral s'est rendue en Suède le 15 mars pour y discuter de la situation.

Aucun incident impliquant des militaires belges n'a été enregistré en Suède en 2010. Les forces spéciales n'ont pas non plus été davantage impliquées dans des incidents que d'autres militaires.

Si les faits sont établis et constituent un délit, ils pourront connaître une suite pénale qui peut mener à des mesures statutaires.

(*En néerlandais*) L'exercice de la juridiction sur les militaires est réglementé par un Status of Forces Agreement, applicable en Suède également, même si la Suède reste expressément compétente pour ce qui est des infractions commises sur son territoire. Il n'y a pas d'accord de coopération avec la Suède quant à l'exécution d'une peine en Belgique.

La formation des Forces Spéciales qui dure deux ans prévoit une formation de base, un entraînement poussé de six mois et un stage d'un an. Il n'est prévu ni de raccourcir ni d'allonger la formation. Les Forces Spéciales Belges jouissent d'une excellente réputation internationale. Créées en 2000, leur cadre est actuellement rempli à concurrence de 72,5 %. La formation organisée chaque année attache davantage d'importance à la qualité qu'à la quantité. Dans un premier temps, les candidatures sont scrupuleusement examinées par les services de sécurité militaire. Toute condamnation encourue au cours des cinq dernières années rend une candidature irrecevable.

11.04 Patrick Moriau (PS): Curieusement, c'est dans le même hôtel que des forces militaires ont des problèmes.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **M. Damien Thiéry** au ministre de la Défense sur "la protection des systèmes d'information de l'État face aux récentes attaques subies par la France" (n° 3280)

- **M. Siegfried Bracke** au ministre de la Défense sur "l'attaque informatique perpétrée en France" (n° 3345)

12.01 Damien Thiéry (MR): Les attaques informatiques de grande ampleur ne relèvent plus du domaine de la science-fiction. L'État français vient de subir la plus importante attaque à ce jour. Plus de 150 ordinateurs du ministère de l'Économie et des Finances ont été piratés depuis décembre 2010. En 2009, plusieurs sites internet officiels des États-Unis avaient fait l'objet d'une attaque. Ces attaques peuvent avoir pour but d'espionner ou de paralyser l'administration.

Une coupure d'Internet d'un mois en Europe ou aux États-Unis coûterait au moins 150 milliards d'euros.

La Commission européenne a dévoilé en septembre une proposition de directive sur les mesures à prendre contre les nouvelles formes de cybercriminalité et une proposition de règlement destinée à renforcer et à moderniser l'Agence européenne chargée de la Sécurité des réseaux et de l'Information.

La France et les États-Unis viennent d'instaurer leurs propres organismes de sécurisation de leurs réseaux.

La création d'un organisme comparable est-elle envisagée en Belgique? D'éventuelles mesures sont-elles prévues afin d'anticiper les innovations apportées par le projet de directive?

12.02 Siegfried Bracke (N-VA): En ce qui concerne la lutte contre la cybercriminalité, le ministre a déclaré par le passé qu'il n'appartient pas à la Défense d'assurer la protection de tous les systèmes informatiques publics contre le cyberespionnage et que le Service général du renseignement et de la sécurité ne joue qu'un rôle d'appui.

Que faut-il entendre exactement par ce rôle d'appui? Quels sont les rapports entre ce service et les autres acteurs concernés? Qui est l'acteur principal dans le cadre de la lutte contre le cyberespionnage? Qu'en est-il de la politique en matière de protection des données informatiques sensibles auprès des autres services publics? Quels sont, selon la Défense, les secteurs les plus visés? Comment la situation évolue-t-elle sur ce plan?

12.03 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Je déduis de votre question que l'entretien annoncé de la commission avec l'amiral Hellemans, chef des services de renseignement de l'armée, n'a pas encore eu lieu. Je m'engage à ce que cet entretien puisse avoir lieu dans les meilleurs délais.

Je renvoie également à ma réponse détaillée aux questions écrites de M. Ducarme des 10 mars et 3 août 2010.

Nous travaillons avec notre *Computer Emergency Response Team* (CERT), qui analyse les activités suspectes sur le plan de la Défense. Le Service général du renseignement et de la sécurité (le SGRS) apporte un appui permanent aux autres services publics.

(En français) Il y a la collaboration avec la Sûreté de l'État dans l'analyse des logiciels d'espionnage, l'appui au *Computer Emergency Response Team* nationale créé par le SPF TIC et l'IBPT pour le traitement des incidents de sécurité informatique et l'avis à d'autres SPF lors de la mise en œuvre de réseaux sécurisés.

(En néerlandais) Par ailleurs, le SGRS entretient un réseau sécurisé pour l'échange d'informations classifiées entre services publics.

(En français) La Défense est consciente de la menace d'attaques informatiques et suit les événements en France pour en tirer des leçons. Les informations de nos homologues européens sont d'une extrême importance.

(En néerlandais) La plate-forme de concertation sur la sécurité de l'information BeNIS formule actuellement des recommandations en vue de la création d'une agence nationale pour la sécurité de l'information. Il appartiendra au prochain gouvernement d'en faire quelque chose.

Les autorités centrales en charge de la cybersécurité dans les pays voisins ne relèvent pas de la compétence de la Défense. C'est là un obstacle opérationnel à une approche concertée.

Compte tenu du caractère civil de la protection d'infrastructures critiques, la Défense ne dirige pas les opérations en l'espèce, mais est bien entendu disposée à apporter son aide en cas de besoin.

(En français) La Défense n'a ni la vocation ni les moyens de protéger tous les systèmes des services publics et de l'infrastructure nationale contre ces cyber-attaques. Les incidents de sécurité dans les systèmes d'information des administrations publiques sont traités par le *Computer Emergency Response Team* (CERT). Les experts en cyber-défense améliorent les techniques de détection d'intrusion dans les réseaux de la Défense. Leurs compétences servent à des projets spécifiques et sont partagées avec d'autres

instances publiques. La collaboration avec l'IBPT et le *Federal Computer Crime Unit* est essentielle. Il reste encore du travail à fournir.

12.04 Damien Thiéry (MR): J'ai compris que vous étiez en contact avec vos homologues européens pour profiter de l'expérience vécue dans d'autres pays. Il nous reste à savoir quand nous serons opérationnels pour contrecarrer ces cyber-attaques.

12.05 Siegfried Bracke (N-VA): J'ai hâte d'entendre l'amiral Hellemans car cette audition apportera en effet de nombreux éclaircissements. Il me semble en tout cas assez logique que la Défense se voie attribuer un rôle important en la matière.

Ce qui me frappe, c'est que tout le monde travaille en vase clos. Je me demande dans quelle mesure un tel fonctionnement s'inscrit dans le dossier OTAN.

12.06 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Ceci s'inscrit dans le dossier OTAN mais l'OTAN est une organisation politico-militaire qui rédige des directives politiques qui doivent être mises en œuvre par une structure militaire. Nous avons dès lors déjà abordé cette matière au sein du comité militaire de l'OTAN. L'objectif doit être de conjuguer les différentes mesures prises par les États membres pour cartographier ainsi la menace d'une cyber-attaque et être en mesure, en cas d'attaque, de rétablir immédiatement l'opérationnalité des réseaux perturbés ou d'ouvrir des réseaux de remplacement.

J'essaierai en tout cas d'être présent à la réunion avec le responsable du service de renseignements militaire de sorte que nous puissions correctement analyser les options.

L'incident est clos.

13 Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "le nombre de femmes dans l'armée" (n° 3307)

13.01 Bert Maertens (N-VA): Je suis convaincu que la présence de femmes dans l'armée est un élément positif. Un emploi à l'armée ne va bien sûr pas toujours de soi: il s'agit d'un travail exigeant physiquement et difficile à combiner avec une vie de famille et des enfants. Il n'est dès lors pas étonnant que les femmes ne représentent que 8 à 10 % des effectifs de l'armée. Ce pourcentage n'a pas évolué depuis cinq ans.

En 2007, M. Flahaut a signé une charte avec le CHOD de l'époque et le Conseil des femmes pour la promotion de l'égalité des hommes et des femmes au sein de la Défense.

Quel est le rapport hommes-femmes au sein des différentes composantes? Quel est le contenu du plan d'action annoncé dans la charte? A-t-il déjà été réalisé dans l'intervalle? A-t-il déjà été évalué? D'autres initiatives seront-elles prises pour attirer davantage de femmes à l'armée?

13.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Le pourcentage de femmes au sein de la Défense est resté stable au cours des dix dernières années. Pour l'instant, la Défense compte 92,2 % de personnel masculin et 7,8 % de personnel féminin. La force terrestre compte 94 % d'hommes et 6 % de femmes; la force aérienne, 91,7 % d'hommes et 8,3 % de femmes; la marine, 89,3 % d'hommes contre 10,7 % de femmes et le service médical 77,2 % d'hommes contre 22,8 % de femmes.

En axant la charte de 2007 sur l'aspect 'genre' – l'égalité entre les hommes et les femmes – et l'aspect 'différences culturelles', la Défense vise un meilleur fonctionnement de son organisation en utilisant au mieux les compétences de chacun.

Différents projets ont déjà été lancés. La Défense a notamment pris des mesures en matière d'infrastructure, d'équipement et de bien-être pour son personnel, de crèches et de régime de travail. À différents niveaux, le personnel bénéficie d'une formation à la diversité pour apprendre à travailler ensemble dans le respect de chacun.

J'ai attaché une importance particulière à la résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la

sécurité dans ma note d'orientation politique de 2008. C'est la raison pour laquelle la Défense a participé activement à la rédaction du plan d'action national 1325 adopté par le Conseil des ministres en février 2009. Dans ce plan d'action, la Défense est responsable de l'exécution du chapitre 5 relatif aux missions de paix.

Il faut tout d'abord une sensibilisation et une formation du personnel de base. Les résultats concrets seront ensuite progressivement perceptibles sur le terrain. Pour plus de détails, je renvoie à l'audition du 25 janvier au Sénat en ce qui concerne l'évaluation de notre plan d'action pour la mise en œuvre de la résolution.

13.03 Bert Maertens (N-VA): Je constate simplement que malgré toutes ces actions, il n'y a aucun effet positif puisque le pourcentage de femmes n'a pas progressé en dix ans. Il est donc très utile que les initiatives déjà prises – et que je salue chaleureusement – soient évaluées de façon approfondie.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **M. David Geerts au ministre de la Défense sur "le harcèlement moral dont serait victime une nouvelle recrue EVMI à Arlon" (n° 3311)**

- **M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "le harcèlement qui aurait eu lieu à la base militaire d'Arlon" (n° 3347)**

- **M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "le harcèlement au sein de la Défense" (n° 3366)**

14.01 David Geerts (sp.a): Un procès-verbal aurait été rédigé à l'instigation du chef de corps concernant le cas de harcèlement moral découvert parmi les EVMI à Arlon. Deux jeunes auraient été effectivement tenus pour responsables et la victime aurait quitté l'EVMI. Selon une directive en vigueur, le dépôt d'une plainte auprès des autorités civiles devrait avoir pour effet de geler tous les autres aspects au sein de la Défense.

Pouvez-vous expliciter précisément la situation? Quand les autorités militaires ont-elles été informées de ces agissements? Quelles mesures ont été prises?

14.02 Bert Maertens (N-VA): Le ministre est-il en mesure de confirmer les faits tels qu'ils ont été relatés dans la presse? Pourquoi la Défense ne peut-elle pas intervenir tant que l'enquête policière est en cours? Les harceleurs ne peuvent-ils pas être suspendus à titre préventif? Le supérieur de la victime avait-il connaissance de ces cas de harcèlement avant la promotion des harceleurs au rang de militaires à part entière? Cet incident inspire-t-il au ministre de nouvelles initiatives en vue de faire disparaître ce phénomène?

14.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Un tel comportement réduit l'attrait de l'armée pour les nouvelles recrues.

Quand les autorités militaires ont-elles été informées de ce cas de harcèlement? Quelles mesures les supérieurs ont-ils prises en vue de mettre fin à ce comportement, de sensibiliser les candidats à ce problème et de sanctionner les auteurs? Quand les volontaires ont-ils été admis à la phase suivante de leur formation militaire? La Défense tient-elle des statistiques du nombre de cas de harcèlement et d'incidents similaires? Dispose-t-on de données concernant l'évolution du problème entre 2005 et 2010? Quelles mesures prend-on à cet égard? Arrive-t-il fréquemment que l'armée mute une victime plutôt que de sanctionner l'auteur des faits?

14.04 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Une directive est consacrée aux pratiques d'intégration et aucune autre initiative politique n'est actuellement prévue.

Je ne suis pas en mesure de vous fournir une évolution jusqu'en 2010, mais je vous propose de vous transmettre ces informations par écrit.

Ce type de comportement est inadmissible et toutes les mesures préventives doivent être prises pour empêcher toute récidive. Depuis l'année dernière, la Défense dispose d'un service 'Gestion des plaintes'.

Il s'agirait en l'occurrence d'un cas de harcèlement grave commis par deux candidats volontaires entre le 12 décembre 2010 et le 14 février 2011, date à laquelle la victime a informé son supérieur hiérarchique. Le

jour même, le commandant de peloton a contacté le gestionnaire des plaintes de la Défense. À l'issue d'une concertation, la victime a décidé de déposer une plainte officielle auprès de la police d'Arlon. À ce moment, il avait déjà décidé de quitter le département et a donc été éloigné de son peloton. Dans son entretien de sortie, il a signalé l'existence possible d'autres victimes. Le commandant de corps de l'unité de formation a été prié de mener une enquête dans son département.

Au terme de la première période de formation à Arlon, tous les candidats-volontaires ont été mutés dans leurs unités respectives pour y poursuivre leurs formations continues. Le commandant de corps de l'unité où les deux auteurs présumés ont été affectés a été informé de la situation. L'enquête interne est indépendante de la plainte déposée auprès de la police et est destinée à l'introduction d'éventuelles mesures conservatoires. Les intéressés comptabilisant moins de deux années de service, un retrait temporaire d'emploi ou une résiliation d'engagement d'office peuvent être imposés. Le dépôt d'une plainte auprès de la police ne suspend nullement les autres mesures disciplinaires possibles jusqu'au lendemain du jugement définitif.

14.05 David Geerts (sp.a): Il est important de préciser la nuance de l'enquête de corps. Le ministre peut prendre des mesures après la réalisation de cette enquête. Je m'étonne toutefois qu'aucune mesure préventive ne soit prise en l'occurrence.

14.06 Bert Maertens (N-VA): Quand cette enquête de corps sera-t-elle clôturée? Il est souhaitable que peu de temps s'écoule entre, d'une part, l'incident et, d'autre part, l'enquête de corps et la déclaration du ministre sur une sanction éventuelle.

14.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Il faut attendre les chiffres de 2010 et les résultats de l'enquête. Il convient de prendre au sérieux cet incident dans le cadre de la discussion générale sur l'avenir de notre armée.

14.08 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'enquête de corps me sera transmise pour le 31 mars 2011 au plus tard.

L'incident est clos.

15 Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur "le fonctionnement d'Euromut" (n° 3312)

15.01 David Geerts (sp.a): La mutuelle Euromut a une représentation permanente à Evere et dans plusieurs casernes. Je suppose que ces militaires peuvent cumuler et qu'ils exercent cette fonction en tant qu'indépendant à titre accessoire.

Est-ce possible pendant les heures de service? D'autres mutuelles peuvent-elles également organiser une permanence dans différents domaines militaires? Un accord de concession a-t-il été conclu entre la Défense et Euromut? Combien de militaires sont autorisés à travailler comme agent indépendant pour Euromut?

15.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Les permanences d'Euromut, qui remplacent celles de l'ancienne mutualité FEMADA/VEPUREL, s'expliquent par des raisons historiques. L'organisation de ces services relève de la compétence du commandant de quartier du lieu concerné. Aucune concession ne lie la Défense à Euromut ou à une quelconque autre mutualité. Les militaires désireux d'exercer une activité professionnelle à titre accessoire doivent introduire une demande en ce sens par la voie hiérarchique. Une telle activité ne peut être exercée durant les heures de service. Actuellement, deux militaires ont été autorisés à travailler comme indépendants à titre complémentaire pour Euromut.

L'incident est clos.

16 Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "le plan de finalisation de la transformation de notre Défense" (n° 3386)

16.01 Denis Ducarme (MR): Je voudrais présenter mes excuses au ministre, j'étais retenu dans une autre commission et je n'aurais pas pu appuyer ce qu'il a certainement souligné à savoir que dans les deux derniers comités, il y a eu 12 généraux flamands pour 3 francophones. Nous aurons certainement l'occasion

d'en reparler.

16.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Le son des cloches sera accueillant!

16.03 Denis Ducarme (MR): Ma question porte bien sur les doutes que nous avons par rapport à l'échec du plan de transformation de la défense et non sur le plan de transformation de la défense en lui-même.

Le plan a été pris dans son ensemble et avalisé comme tel par le gouvernement; le MR y était. Mais la présentation initiale n'accentuait aucun déséquilibre et l'on constate aujourd'hui qu'il en est autrement.

Parmi les éléments présentés comme des réussites, je citerai: le personnel, le matériel et les investissements en termes d'infrastructure. En matière de personnel, le taux d'attrition ne diminue pas. Le plan repose sur le préconçu d'une armée de 34 000 hommes et femmes dont 2 000 civils et le rythme des départs nous conduira à une armée de 28 000, voire 24 000 hommes dans peu d'années. En termes de matériel, la commande d'une tranche optionnelle de MPPV n'a pas été opérée, la tranche optionnelle d'AIV 30 mm n'est toujours pas passée et ne parlons pas des AIV 90 mm. À terme, faute d'hommes et de matériel, ce sont sans doute le 12^e et le 13^e régiments de ligne à Spa et le 1^{er} et 3^e lanciers à Marche-en-Famenne, deux bataillons francophones, qui seront dissous.

La question est de savoir si le plan de transformation ne contient pas, en filigrane, une réduction du nombre de militaires, en ce compris du côté francophone. Il restera alors en Wallonie une seule unité médiane, le régiment des chasseurs ardennais, équipé de nos bons vieux Leopard, mais dont le seul destin sera bientôt la casse.

Concernant les infrastructures, il semble nécessaire de faire le bilan.

Où en sommes-nous en termes de recrutement? Quels sont les remèdes proposés à l'attrition vertigineuse et coûteuse de nos militaires? Quand comptez-vous acquérir les MPPV et les AIV nécessaires à la transformation? Où en est-on avec la saga des AIV à 90 mm? Quels sont vos projets pour le remplacement des missiles MILAN?

Un grand débat sur l'avenir de notre défense et sur l'évaluation à faire de ce plan de transformation serait utile.

16.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): En matière de recrutement du personnel, 99 % des places ouvertes ont été remplies. Pour 2011, il est prévu de recruter 1 200 militaires, ce qui permettra d'atteindre l'objectif des 32 000 militaires en 2012. Cet effectif pourrait être maintenu pour les années suivantes. Le nombre de personnes recrutées est fixé annuellement. Concernant l'attrition, je vous renvoie à la réponse fournie à des questions parlementaires écrites de M. Geerts.

L'acquisition de l'AIV et de MPPV supplémentaires fait partie du plan d'investissement repris au budget 2011. La tranche de 18 AIV 90 mm est en cours de livraison. Comblar les déficits restants en matière de capacité à tir direct nécessite une décision politique qui ne peut être prise par le gouvernement en affaires courantes.

Une réponse a été fournie lors de la visite de la commission à Bourg Léopold et des réponses seront fournies lors de la visite qui s'annonce à Marche-en-Famenne.

16.05 Denis Ducarme (MR): Votre réponse ne m'éclaire pas particulièrement sur l'avenir de notre armée. J'émet des doutes plus que sérieux quant à notre capacité à rencontrer l'objectif de 32 000 hommes.

Il est clair que nous sommes en affaires courantes, mais si nous devons demeurer dans l'incertitude plus longtemps, je doute que le plan de transformation de la défense rencontre ses objectifs initiaux.

Il est probable que nous demandions, devant le Parlement, une évaluation et un bilan sur le plan de transformation.

16.06 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Pour éclairer certaines positions, je demanderais tout d'abord le sentiment des ministres et vice-premier, membres du parti de M. Ducarme, qui ont approuvé le plan.

16.07 Denis Ducarme (MR): Dois-je vous rappeler la réunion qui vous a fait reculer par rapport à votre plan initial parce que votre parti lui-même ne le soutenait plus? Vous n'avez pas été pleinement soutenu par le gouvernement dans le cadre de ce plan. Vous avez dû revoir votre copie! On verra s'il faut la revoir une seconde fois.

16.08 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Mais si nous n'avançons pas dans la formation d'un gouvernement, le plan sera tout à fait réalisé avant qu'il y ait un nouveau gouvernement. C'est un constat!

16.09 Denis Ducarme (MR): Si nous ne rencontrons pas les objectifs initiaux du plan, nous n'attendrons pas la formation du gouvernement mais nous demanderons, au niveau du Parlement, une évaluation de votre travail.

L'incident est clos.

17 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les investissements de la Défense dans la modernisation du matériel militaire" (n° 3353)

17.01 Theo Francken (N-VA): Pendant notre visite à la caserne du Limbourg, j'ai noté que les militaires de cette caserne étaient désespérément demandeurs d'investissements plus importants dans le matériel militaire. Le rapport OTAN sur les investissements dans la modernisation du matériel militaire attribue un zéro pointé à la Belgique. Il s'agit donc d'un problème majeur.

Le ministre pourrait-il exposer la politique qui a été suivie au cours des cinq dernières années en matière d'investissements dans la modernisation du matériel militaire? À quels objectifs et à quels résultats cette politique a-t-elle abouti? Le ministre a-t-il l'intention de réaliser à l'avenir des investissements plus importants dans ce secteur? Quelle position adopte-t-il à l'égard de la norme OTAN de 2 % que notre pays est actuellement très loin d'atteindre?

17.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Encore une fois: *There is absolutely no money!* Ce sera déjà un petit miracle si nous pouvons continuer avec le matériel que nous possédons aujourd'hui et je ferai en sorte qu'il en soit ainsi.

Au cours des cinq dernières années, j'ai payé chaque année 265 millions en investissements correspondant à des décisions prises avant moi. Ce tour de force concernait principalement l'achat de véhicules pour la composante terrestre – une bonne décision en l'occurrence – et d'hélicoptères NA-90, ainsi que la modernisation des navires et des F-16. Le *midlife update* des F-16 a permis à nos F-16 de constituer la deuxième flottille aérienne la plus performante au monde.

Dans le cadre du budget 2011, l'objectif du plan d'investissement est de poursuivre et d'achever la transformation. L'état-major de la défense prépare un plan pluriannuel en matière d'investissements, qui sera soumis au prochain gouvernement.

La norme de 2 % du PNB pour la Défense n'est pas réaliste. C'est vrai que sur la base de chiffres, on peut prouver n'importe quoi. Ainsi, contrairement à la situation dans d'autres pays, les pensions des militaires relèvent de la cagnotte de la sécurité sociale et non de celle de la Défense. Nous ne les incluons donc pas dans nos calculs, contrairement à d'autres.

L'important, c'est que nous puissions payer les investissements programmés par le passé tout en conservant une réserve suffisante pour en réaliser de nouveaux. À la fin de la législature, pour la première fois depuis quinze ans, le budget de la défense présentera à nouveau une marge de manœuvre budgétaire pour les investissements.

17.03 Theo Francken (N-VA): La politique menée ces dernières années – que notre groupe a toujours appuyée – était avant tout dominée par le souci de réaliser des économies.

Selon le CHOD, notre armée doit être une armée jeune et non une armée constituée de militaires qui y accomplissent l'ensemble de leur carrière. La réalisation d'un tel objectif requiert une transformation, qui requiert des investissements et donc de l'argent.

L'incident est clos.

18 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "l'accident de travail survenu à Beauvechain" (n° 3377)

18.01 Anthony Dufrane (PS): Le 3 février, un grave accident de travail est survenu au 1^{er} Wing de Beauvechain. La victime fut amputée d'une partie d'un de ses doigts.

Que s'est-il passé? Y a-t-il eu une enquête? A-t-elle pu déterminer les causes de l'accident? Toutes les mesures de sécurité avaient-elles été prises pour prévenir cet accident? Combien d'accidents de travail doit-on déplorer à la Défense pour les années 2009 et 2010, et depuis le début de l'année 2011? Combien de ces accidents sont-ils considérés comme graves pour la Défense?

18.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): L'accident s'est déroulé lors d'une opération de maintenance sur un hélicoptère A109. Pour démonter la boîte de transmission, le mécanicien devait lever ladite boîte avec une grue, mais l'engin s'est élevé trop vite et le doigt du mécanicien a été bloqué (il a dû, ensuite, être amputé de la phalange supérieure).

L'enquête s'est déroulée conformément au règlement de la Défense: un conseiller en prévention a analysé l'accident avec une délégation du Comité de concertation de base. Ils en ont déterminé les causes et ont recommandé des mesures de prévention. Le conseiller en prévention a transmis un rapport au chef de corps.

Il n'a pas été possible de rassembler les chiffres dans le délai imparti. Cette question peut être posée par écrit.

18.03 Anthony Dufrane (PS): Les consignes de sécurité et le rapport qui a été transmis au CHOD seront-ils diffusés dans d'autres casernes pour ce qui concerne l'outillage?

L'incident est clos.

19 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "les premiers secours dispensés aux travailleurs victimes d'un accident ou d'un malaise à la Défense" (n° 3378)

19.01 Anthony Dufrane (PS): L'implémentation de l'externalisation de la médecine curative a impliqué pour de nombreux quartiers la fermeture de leur antenne médicale.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, l'arrêté royal relatif aux premiers secours dispensés aux travailleurs victimes d'un accident ou d'un malaise sur le lieu de travail est d'application. C'est maintenant à l'employeur de déterminer les moyens à mettre en œuvre.

À ma connaissance, il n'existe aucune directive claire permettant aux chefs de corps de mettre en place une politique de premiers secours dans les quartiers.

Existe-t-il une telle directive au sein de la Défense? Comment les chefs de corps pourront-ils être conseillés? Comment seront formés les secouristes? Comment sera organisé le transport des blessés ou malades? De

quelle façon la Défense va-t-elle pouvoir s'assurer du suivi correct des nouvelles dispositions légales?

19.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): L'état-major de la Défense a adressé une directive aux chefs de corps reprenant les changements contenus dans l'arrêté royal du 15 décembre 2010 relatif aux premiers secours dispensés aux victimes d'un accident ou d'un malaise. Les chefs de corps élaborent les plans d'urgence en fonction des activités locales.

L'état-major a élaboré un plan d'information devant permettre aux médecins du travail, conseillers en prévention et aux services locaux de protection et de prévention au travail de conseiller leurs chefs de corps sur les moyens de premiers secours applicables dans chaque quartier, en se basant sur des analyses de risques qui tiennent compte des situations spécifiques de chaque quartier. À tout moment, le chef de corps ainsi que son assistant en prévention peuvent faire appel à l'aide de conseillers en prévention et de médecins du travail ainsi qu'à celle du service local de prévention et de protection au travail.

La Défense dispose de 2 970 secouristes qui ont suivi une formation plus élaborée et plus approfondie que celle requise par l'arrêté royal du 15 décembre 2010. Si, malgré tout, un quartier militaire ne dispose pas suffisamment de secouristes, une formation dans un centre reconnu est recommandée. Le centre de compétence médicale de la Défense a introduit une demande de reconnaissance à cet effet.

La boîte de secours standard de la Défense répond parfaitement aux besoins les plus courants. Le transport de blessés et de malades dépend des moyens disponibles dans chaque quartier. Pour certains cas urgents, il sera fait appel au service 112. Dans d'autres cas, le blessé ou le malade sera transporté avec un véhicule militaire chez un médecin ou dans l'institut de soins le plus proche.

Le service local de protection et de prévention au travail veillera à l'organisation et au suivi de la mise en œuvre des premiers soins. Les conseillers en prévention ainsi que les médecins du travail feront part de leurs observations au comité de concertation. Ces rapports seront transmis à l'état-major de la Défense, qui pourra intervenir si nécessaire.

19.03 Anthony Dufrane (PS): Je suis inquiet. Vous me dites que les chefs de corps élaborent les plans en ce moment alors que la loi est d'application depuis le 1^{er} janvier. J'entends également que certains quartiers ne disposeraient même pas encore de secouriste!

19.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Il y en a 3 000.

19.05 Anthony Dufrane (PS): Ils ne sont peut-être pas répartis équitablement.

19.06 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je veillerai à établir une répartition plus équilibrée.

19.07 Anthony Dufrane (PS): Ou à accélérer les formations.

19.08 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Bonne suggestion.

19.09 Anthony Dufrane (PS): Parle-t-on de court ou long terme?

19.10 Pieter De Crem, ministre (*en français*): De court terme.

L'incident est clos.

20 Question de M. David Clarinval au ministre de la Défense sur "les déclarations de certains membres de l'état-major visant à prévoir, à moyen terme, la disparition des F-16 de la base militaire de Florennes" (n° 3389)

20.01 David Clarinval (MR): La presse nous apprend que le 7 février dernier, un repas a eu lieu entre le chef de la Défense, le général Jean-Marie Delcourt, plusieurs hauts responsables de l'armée et quatre

parlementaires. L'objectif de ce repas était de permettre à chacun d'exprimer ses soucis sur ce qui se fait pour l'instant dans le département. Le sort des soixante F-16 opérationnels y a été évoqué. Un parlementaire aurait insisté sur la vétusté de ces appareils. Le chef de la Défense aurait parlé d'une espérance de vie de ces avions de dix à quinze ans, voire vingt. Ensuite, il conviendrait de redéfinir les rôles de Kleine Brogel, Florennes et Beauvechain.

La fermeture de ces bases en général et de Florennes en particulier aurait des effets négatifs sur l'industrie aéronautique de notre pays, sur l'économie locale et sur l'emploi. Pouvez-vous nous dire clairement ce qu'il en est de l'avenir de ces bases? Vous auriez évoqué l'arrivée d'avions sans pilote à Florennes en lieu et place des F-16. Est-ce vrai? La fin des F-16 est-elle programmée? Y a-t-il une étude sur l'avenir de Florennes après les F-16?

20.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Conformément au plan de finalisation de la transformation de l'armée, la Défense maintient à niveau sa flotte de F-16 de concert avec nos partenaires européens, les Pays-Bas, le Portugal, la Norvège et le Danemark, qui prévoient l'utilisation du F-16 bien au-delà de 2020. Cet avion subit des mises à jour régulières dans le but de prolonger sa durée de vie et d'assurer une interopérabilité optimale au sein de l'OTAN et de l'UE.

Dans le cadre de la finalisation de la transformation de l'armée, la capacité d'avions sans pilote est transférée vers le deuxième Wing à Florennes. Ils y seront localisés avec les escadrilles F-16 et ne s'y substitueront pas. Par conséquent, l'avenir des bases de Kleine Brogel et de Florennes n'est pas menacé, pas plus que celui de Beauvechain où la capacité hélicoptères sera regroupée.

20.03 David Clarinval (MR): Qu'en sera-t-il après 2020?

20.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Nos avions pourraient être utilisés bien au-delà de 2020, mais il faudra un jour discuter de leur remplacement.

L'incident est clos.

La réunion publique est close à 12 h 50.

De vergadering wordt geopend om 10.19 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

01 Vraag van mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3075)

01.01 Annick Ponthier (VB): Naar verluidt liggen 60 koninklijke besluiten op een regering met volheid van bevoegdheid te wachten.

Welke KB's die met Defensie te maken hebben, kunnen niet worden uitgevaardigd omdat er nog steeds geen volwaardige regering is?

01.02 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Deze vraag wordt blijkbaar in elke commissie gesteld en krijgt ook telkens hetzelfde antwoord.

Rechtsleer en rechtspraak hebben het begrip 'lopende zaken' aan de hand van een aantal criteria nader omschreven. Deze criteria zijn opgenomen in de traditionele rondzendbrieven bij het begin van een periode van lopende zaken.

Er zijn de zaken van dagelijks beheer die kunnen worden afgehandeld als steeds. Dan zijn er de belangrijke handelingen die de normale afwikkeling van vroegere beleidskeuzes mogelijk moeten maken, zonder dat ze evenwel een nieuw initiatief van de regering vereisen. En tot slot zijn er de dringende zaken die geen uitstel

dulden omdat anders de fundamentele belangen van het land kunnen worden geschaad. Ook hierin mag een regering van lopende zaken optreden.

De regering toetst elke maatregel, geval per geval, aan deze drie criteria. Enkel uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, kunnen worden uitgevaardigd.

01.03 Annick Ponthier (VB): Elke minister geeft dit standaardantwoord. Blijkbaar is de regering van lopende zaken het dan toch over iets eens.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de opleiding van het Congolees leger" (nr. 2984)

02.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Defensie is opnieuw begonnen met de opleiding van Congolese militairen.

Zijn er garanties dat de eenheden die wij trainen, niet betrokken zijn bij schendingen van de mensenrechten en geweld tegen burgers? Wat houdt de opleiding in? Zijn de soldaten gekazerneerd? Hoe zijn wij betrokken bij de heropbouw van installaties en huisvesting voor de families van militairen?

02.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Bij de hervorming van het Congolese leger werden deze doelstellingen geformuleerd: het versterken van de militaire discipline, het respect voor de fundamentele rechten van de mens en het verbeteren van de levensomstandigheden van de militairen.

De Belgische Defensie is natuurlijk bezorgd over het gedrag van de Congolese strijdkrachten tegenover de burgerbevolking. Eerbied voor de mensenrechten is dan ook een belangrijk onderdeel van de vormen die we ter plaatse verschaffen.

Belgische militairen verzorgen de opleiding van 175 nieuwe Congolese rekruten van het 321^{ste} bataljon URR, die de initiële vorming in de periode 2009-2010 niet hebben gevolgd. De opleiding begon in januari 2011 en loopt tot einde maart. De opleiding bestaat uit tactiek, ethiek, techniek en fysieke en mentale paraatheid. De soldaten worden gekazerneerd in de garnizoensstad, in het kamp Lwama in Kindu.

De bouw van het logement voor de families van de militairen van Kindu, het project Famiki, is een project van de FOD Ontwikkelingssamenwerking, uitgevoerd door Congolese geniemilitairen, met een coaching door vier Belgische militairen.

De voorzitter heeft mij toegefluisterd dat hij tijdens zijn recente bezoek aan Congo heeft kunnen zien dat de nieuwe aanpak loont.

De **voorzitter**: Ik weet dat het 321^{ste} bataljon wordt geapprecieerd.

02.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dit blijft een delicate zaak. We moeten garanties hebben dat de eenheden die wij opleiden niet betrokken zijn of waren bij schendingen van de rechten van de mens. Werd er een evaluatie gemaakt van de resultaten van onze eerdere vorming van het 321^{ste} bataljon? Dat is toch nodig vooraleer men beslist over een bijkomende vorming.

02.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Die evaluatie gebeurt voortdurend, intern en extern, ook door de internationale gemeenschap.

02.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Het Parlement zou graag over die informatie kunnen beschikken.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Filip De Man.

03 Vraag van de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "het presteren van overuren in het kader van de variabele arbeidstijd" (nr. 3233)

03.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): In het kader van de variabele arbeidstijd kan personeel van Defensie beneden de rang van officier overuren presteren boven de 38 uur per week, met een maximum van 12 uur per maand. Nu moeten de overuren opgenomen worden voor het einde van de maand die volgt op de maand waarin de overuren werden gepresteerd. Dat is weer een verstrakking van het regime, een maatregel die weinig rekening houdt met de dagelijkse leefwereld van de militairen.

Waarom werd deze verstrakking ingevoerd? Wil de minister de termijn niet versoepelen?

Eerder heeft de minister mij gezegd dat de korpscommandanten en de base-commandanten soepel moeten omgaan met de interpretatie van maatregelen uit het transformatieplan. Kan ik die richtlijn eens inkijken?

03.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen de overuren die gepresteerd zijn tijdens oefeningen en zendingen en de overuren die worden gepresteerd als variabele arbeidstijd. Voor de eerste categorie worden de prestaties opgelegd door de dienstchef. Deze onvermijdelijke overuren moeten gecompenseerd worden binnen de zes maanden. Als dat niet lukt, kunnen ze worden uitbetaald.

De vrijwillige overuren werden eerst voorgesteld als een begeleidingsmaatregel bij de transformatie, maar ze werden verankerd in een reglementaire tekst. Deze overuren moeten gerecupereerd worden voor het einde van de maand die volgt op de maand waarin zij werden gepresteerd, ongeveer zoals in andere overheidsdiensten.

Ik heb niet de intentie die termijn te verlengen. Slechts één van de vier vakbonden gaat niet akkoord met de huidige termijn.

Ik overhandig aan de voorzitter een kopie van de nota die de Defensiestaf inzake variabele arbeidstijd richtte aan de lokale overheden.

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik zal die nota bestuderen. De verstrakking van de termijnen komt de militairen niet ten goede. Men mag niet vergeten dat het transformatieplan voor veel sociale problemen heeft gezorgd. Een flexibel systeem van overuren had dat wat kunnen compenseren.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "het inzetten van militairen op het openbaar vervoer in Brussel" (nr. 2962)
- de heer Christophe Bastin aan de minister van Landsverdediging over "de inzet van militairen bij de MIVB" (nr. 2972)
- de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "het inzetten van militairen bij de MIVB" (nr. 2973)
- mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "het inzetten van militairen bij de MIVB" (nr. 2988)
- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de overgang van militairen naar het openbaar ambt voor bijvoorbeeld controle op metro en bus" (nr. 2996)
- de heer Rachid Madrane aan de minister van Landsverdediging over "de overstap van militairen naar de federale politie" (nr. 3191)
- de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de status van overplaatsingen van militairen naar de federale politie" (nr. 3278)

04.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Vice-eersteminister Onkelinx opperde het idee om militairen in te

zetten op het openbaar vervoer in Brussel.

Wat is haar precieze vraag? Wat is het standpunt van de minister van Defensie? Werd er reeds een beslissing genomen?

04.02 Bert Maertens (N-VA): Welke militairen zouden worden ingezet en voor welke periode? Hoe denkt de minister in het algemeen over het inzetten van militairen voor bewakings- en veiligheidsfuncties? Worden zij daarvoor opgeleid? Wie betaalt dat? Gebeurt zo een overstap naar de MIVB vrijwillig?

04.03 Annick Ponthier (VB): Met welke partijen werd over dit idee overleg gepleegd? Volgens ACOD Defensie moet de opleiding op vrijwillige basis gebeuren. Klopt dat? Hoe wordt de financiering van de eventuele acties geregeld? Voor het overige heb ik dezelfde vragen als de andere sprekers.

04.04 Rachid Madrane (PS): Op 16 februari jongstleden antwoordde de minister van Binnenlandse Zaken mij dat de overheveling van een honderdtal militairen naar de federale politie een goede maatregel is die zorgt voor een structurele politieversterking in Brussel. De wet van 30 december 2010 vormt een aanvulling op de wettelijke grondslag van die maatregel. Er moet nog een koninklijk besluit worden uitgevaardigd waarin de modaliteiten van de overheveling worden vastgesteld.

Hoever staat men in dat dossier? Werden er contacten gelegd tussen uw departement en dat van Binnenlandse Zaken? Welke maatregelen heeft u genomen om die overheveling te bevorderen?

De ministerraad van 18 februari 2001 heeft een ontwerp van koninklijk besluit over de beziging van militairen buiten de krijgsmacht goedgekeurd. Is die maatregel hier van toepassing?

04.05 Bert Maertens (N-VA): Op 1 december zei de minister dat er nog onderhandelingen moesten plaatsvinden met de vakbonden en dat er nog een specifiek KB over de overgangsmodaliteiten voor de betrokkenen moest komen. Ook de wet over de diverse bepalingen moest nog worden goedgekeurd door de ministerraad.

Wat waren de resultaten van die onderhandelingen en van de ministerraad? Zijn de betrokken militairen ondertussen in dienst van de federale politie?

04.06 David Geerts (sp.a): In het verleden werden er al militairen ter beschikking gesteld van politiezones.

Hoe werden die projecten geëvalueerd? Gelden de conventies over het ten laste nemen van de loonkosten nog? Moeten er voor dit MIVB-project nog uitvoeringsmaatregelen worden getroffen?

04.07 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Het vervullen van bewakings- en veiligheidsopdrachten ten voordele van andere openbare diensten behoort niet tot de taken van Defensie. Daarom werd in 2010 beslist dat, om de veiligheid in Brussel te verhogen, honderd militairen naar het operationele kader van de politie zouden overstappen. Het gaat hier om vrijwillige maar definitieve overplaatsing. De betrokkenen krijgen een opleiding van een jaar tot kandidaat-inspecteur. Als ze slagen, worden zij naar de politie overgeplaatst en verliezen zij hun militaire statuut. Defensie betaalt voor hen gedurende vijf jaar twee derde van de loonlast. Daarna vallen zij volledig ten laste van Binnenlandse Zaken.

De financiering van dit project gebeurde via artikel 77 van de wet diverse bepalingen van 29 december 2010. Het KB van 14 februari 2011 legde de doelgroepen van het project vast: onderofficieren, soldaten en matrozen tussen 29 en 39 jaar kunnen zich kandidaat stellen. Een tweede KB moest de overplaatsing van de militairen in kwestie regelen, maar zeven van de acht militaire vakbonden gaven daarover een negatief advies. Op 3 maart 2011 heeft de ministerraad toch besloten dat dit KB het proces van administratieve en budgettaire controle verder mag doorlopen.

(*Frans*) In dit ontwerp van koninklijk besluit worden de overplaatsingsmodaliteiten geregeld, waarvoor Binnenlandse Zaken bevoegd is. De oproep tot de kandidaten vond plaats op 4 maart in het departement Defensie en op 24 maart zal een informatievergadering worden georganiseerd. De inschrijvingen worden

beëindigd op 18 april en de selectie door de politie begint in mei. In principe zullen de geselecteerde kandidaten begin oktober van start gaan met hun opleiding.

Het project om honderd militairen te laten overgaan naar het operationeel kader van de federale politie maakt deel uit van het extern mobiliteitsbeleid van Defensie en biedt de mogelijkheid de leeftijdsstructuur in het departement te saneren. Dit project staat los van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de inzet van militairen buiten de krijgsmacht, dat op de ministerraad van 18 februari 2011 werd goedgekeurd en dat betrekking heeft op een tijdelijke terbeschikkingstelling.

Er bestaan twee samenwerkingsprotocollen tussen de politie en Defensie. Het ene, uit 2007, heeft betrekking op het niet-operationele domein, meer bepaald op de terbeschikkingstelling van personeel, diensten en materieel en op de deelname aan opleidingen. Het andere, uit 2003, heeft betrekking op het operationele domein en op de gerichte en tijdelijke bijstand aan de operaties van de politiediensten.

Het protocol bepaalt dat het personeel geen taken mag uitvoeren waarin een risico op fysieke confrontatie bestaat, dat het ongewapend optreedt en dat het niet in de plaats mag treden van de politie.

Er lopen nog vijf gelijkaardige projecten: de overstap naar de oproepcentrales, naar de administratieve kaders van de lokale politie, naar de FOD Buitenlandse Zaken, naar de FOD Justitie en naar de Rijksdienst voor Pensioenen. In 2010 zijn in het kader van die projecten 24 militairen een stageperiode begonnen. Er werden 33 militairen definitief naar een van deze diensten overgeplaatst. Daarnaast hebben 21 militairen de overstap gemaakt naar de privésector, via een begeleidingsproject van Defensie, en zijn er 4 in 2010 met zo een begeleiding gestart.

04.08 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Het leger inzetten op het openbaar vervoer klinkt natuurlijk stoer. Is het wel zo een goede zaak dat jonge krachten afvloeien naar de openbare sector? Verdient de veiligheid in de metro geen meer doordachte en geïntegreerde aanpak? Nu legt men een zware druk op de operationaliteit en op de begroting van Defensie.

04.09 Bert Maertens (N-VA): Inderdaad: waarom juist jonge militairen inzetten als we streven naar een kleiner maar dynamischer en jonger leger? Het is toch niet de bedoeling dat Defensie overal bijspringt. De groenen wilden eerder al militairen en militair materieel inzetten voor asielzoekers, maar nu zijn ze blijkbaar slimmer geworden.

04.10 Annick Ponthier (VB): Ook ik wil waarschuwen dat het leger niet mag worden leeggezogen. De minister mag de kerntaak van onze militairen niet uit het oog verliezen.

04.11 David Geerts (sp.a): Bij vroegere overstapprojecten moest men 45 zijn, precies om te vermijden dat het leger zijn jonge krachten zou verliezen. Nu spreekt men net de jongeren aan. In elk geval moeten eventuele kandidaten heel grondig worden geïnformeerd.

04.12 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik richt me tot de heer Maertens. Het openstellen van kazernes voor daklozen is in mijn ogen wél een kerntaak van het leger, evenals het vervoer van deze mensen. Dat is heel iets anders dan het bijna structureel wegzuigen van jonge krachten uit het leger naar andere openbare sectoren.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Landsverdediging over "de 'autopromotie' van generaals" (nr. 2983)
- mevrouw **Annick Ponthier** aan de minister van Landsverdediging over "de verklaringen van de MR omtrent de Vlaamse 'zelfpromotie' onder generaals" (nr. 2989)
- de heer **Denis Ducarme** aan de minister van Landsverdediging over "de benoeming van generaals door de bevorderingscomités of de problematiek van de onderlinge promoties van Nederlandstalige generaals" (nr. 3384)
- de heer **David Geerts** aan de minister van Landsverdediging over "de getalsterkte van de Belgische krijgsmacht" (nr. 2995)

- **de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de kritiek van de MR op het hervormingsplan en de benoemingen in het leger" (nr. 3272)**

05.01 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Een van de regeringspartijen kondigde in februari initiatieven aan om 'de autopromotie van Nederlandstalige generaals in te dijken.'

Hoe reageert de minister op die uitlatingen? Is het onevenwicht in de taalverhoudingen bij de generaals cyclisch of structureel?

05.02 Annick Ponthier (VB): Op een persconferentie half februari kondigde de MR een aantal wetsvoorstellen aan om de 'Vlaamse zelfpromotie onder generaals' af te blokken.

Hoe reageert de minister daarop? Hebben de hervormingen binnen het leger inderdaad het taalonevenwicht aangescherpt?

05.03 Bert Maertens (N-VA): Ik heb dezelfde vragen als de vorige sprekers.

05.04 David Geerts (sp.a): In het transformatieplan staat dat men de getalsterkte van de Belgische krijgsmacht op 34.000 militairen wil stabiliseren. Door de uitval en de pensioneringen dreigen we in 2020 maar 20.000 tot 25.000 militairen te zullen hebben.

Hoe ziet de nakende pensioneringsgolf eruit? Hoe wil men efficiënter werven? Wat is de budgettaire impact van een verminderde getalsterkte?

05.05 Bert Maertens (N-VA): De heer Ducarme, nu jammer genoeg afwezig, schilderde op zijn persconferentie inderdaad het doembeeld van een leger van nog slechts 25.000 militairen. Hij was het ook die de Vlamingen beschuldigde van 'autopromotie'.

Wat vindt de minister van die uitlatingen? Wat zijn zijn prognoses? Hoe wil hij zijn doelstelling van 34.000 militairen realiseren? Hoe weerlegt hij de beschuldiging van zelfpromotie bij de Nederlandstalige officieren?

05.06 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Ik wil niet vooruitlopen op de conclusies van de werkgroep Taalevenwicht in het Leger, al zijn die conclusies nu reeds erg duidelijk.

Ieder parlementslid heeft het recht om een wetsvoorstel in te dienen om situaties die volgens hem onrechtmatig zijn, te verbeteren. Ik heb echter nog geen voorstel gezien over het benoemingsproces bij de opperofficieren.

Een vergelijking van de structuur van Defensie voor en na de transformatie toont aan dat de vermindering van het aantal posten in Vlaanderen en in Wallonië nagenoeg gelijk liep. Ook de mutaties stemmen overeen met de bestaande taalverhouding binnen het personeel van Defensie, namelijk 54,1 % Nederlandstaligen tegenover 45,9 Franstaligen. Ik stel dus vast dat het transformatieplan, ook voor wat betreft het taalaspect, evenwichtig is. Er werd geen taalonevenwicht versterkt, en evenmin werd de ene of andere taalgroep of het ene of andere Gewest bevoordeeld.

Dat geldt ook voor de taalverhouding bij de generaals. Er werd in de werkgroep aangetoond dat er over de laatste 15 jaar zich een cyclisch fenomeen heeft voorgedaan en blijft voordoen.

De doelstelling van het transformatieplan blijft 32.000 militairen en 2.000 burgerpersoneelsleden tegen het einde van 2012.

Uit de jaarlijkse evaluatie van de wervingen leren we dat 99 procent van de openstaande plaatsen wordt ingevuld. De doelstelling van 32.000 militairen wordt dus aan het eind van dit jaar bereikt. Vanaf dan zal de werving opgedreven worden tot 2.000 militairen per jaar om de beoogde aantallen in stand te houden. Als Defensie kan blijven beschikken over het huidige budget van ongeveer 2,8 miljard euro moet dit haalbaar

zijn. Ik bezorg de cijfers van de uitval bij de wervingen en van de pensioneringen. Wervingen en pensioneringen bepalen immers samen het personeelsbestand. De zogezegde budgettaire winst verkregen door pensioneringen wordt opgeslorpt door het rekruteren van jonge militairen. Zo wordt de leeftijdsstructuur eveneens gesaneerd.

05.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dit incident met de MR bewijst dat de eenheid ver zoek is in deze regering van lopende zaken.

Uit de cijfers blijkt dat de uitstroom uit het leger te groot is en de instroom van jonge krachten te klein. Het beleid moet dus worden herzien. Het gemengde loopbaanconcept kan mijns inziens hierbij zeer nuttig zijn.

05.08 Annick Ponthier (VB): Ik ben er zeker van dat men op alle niveaus zijn best doet om zowel bij de aanwervingen als tijdens de loopbaan het taalevenwicht te bewaren of bij te sturen. Ik vind het jammer dat men allerlei beschuldigingen uit op dit vlak en dat men die dan koppelt aan het hervormingsplan.

05.09 David Geerts (sp.a): Als je na een werving van 1.081 personen er na drie jaar maar 585 overhoudt, is er veel talent verspilld. We moeten iets vinden om die uitval tegen te gaan.

05.10 Bert Maertens (N-VA): Het probleem van de uitval moet inderdaad bij voorrang worden aangepakt.

Over de zogenaamde zelfpromoties zal ik nu geen stoute uitspraken doen. We zullen het rapport van de werkgroep afwachten en zien welke initiatieven dan nodig en mogelijk zijn.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Landsverdediging over "de nieuwe contracten voor landbouwconcessies in het militaire kamp van Marche-en-Famenne" (nr. 2938)

06.01 David Clarinval (MR): De landbouwconcessies in het kamp van Marche-en-Famenne, dat 250 hectare weiland omvat, werden onlangs verlengd tot 2015. De vorige concessies werden aan de landbouwers toegekend op grond van vooraf bepaalde criteria inzake de voorrang. De nieuwe concessies werden simpelweg aan de hoogste bidders toegewezen. Door de nieuwe regel zijn een aantal landbouwers te Hotton en Marche-en-Famenne een groot deel van de door hen geëxploiteerde gronden verloren, met alle gevolgen van dien voor de investeringen die zij hadden gedaan.

Waarom werden de regels voor het toekennen van gronden in dit kamp gewijzigd? Worden zij ook toegepast voor andere militaire kampen? Hetzelfde zou zich te Florennes hebben voorgedaan. Zal u overleggen met de *Fédération wallonne de l'agriculture*, zodat zij u haar mening hierover kan geven? Is deze methode voor het gunnen van concessies verenigbaar met de pachtwet?

06.02 Minister Pieter De Crem (Frans): Eind 2010 werden de weiderechten op het militaire domein van Marche-en-Famenne inderdaad opnieuw toegewezen op grond van een nieuw bestek. Daar het gaat om concessies op militair domein, die precair en opzegbaar zijn, vonden we het opportuun een bestek op te stellen waarop de in de wetgeving bepaalde restrictieve regels betreffende de pacht niet van toepassing zijn. De FOD Financiën keurde dat bestek goed; het is de bevoegde ontvanger der domeinen die moet zorgen voor de organisatie van de openbare aanbestedingsprocedure.

Die nieuwe regels zullen eveneens worden toegepast op toekomstige toewijzingen van terreinen van het militair domein. Mijn departement zal echter wel nog overleg plegen met de FOD Financiën teneinde de regels voor die aanbestedingen definitief vast te stellen. In het geval van Marche-en-Famenne werd er met de aanbestedende instantie een overeenkomst gesloten en heeft de aanbesteding aldus haar beslag gekregen. Met betrekking tot de toekomstige aanbestedingen kan nog worden overlegd met de *Fédération wallonne des agriculteurs*.

Aangezien het concessies op militair domein betreft, is de pachtwetgeving niet van toepassing.

06.03 David Clarinval (MR): Dergelijke bezettingen, die zeer makkelijk opzegbaar zijn, leiden voor sommige landbouwers tot grote onzekerheid. Precaire concessies met een zekere looptijd zouden beter zijn. Ook is het in landbouwmiddens weinig gangbaar concessies zonder meer aan de meest biedende toe te wijzen.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Denis Ducarme aan de minister van Landsverdediging over "de MILAN-antitankraket" (nr. 2991)

- mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Landsverdediging over "telegeleide antitankraketten" (nr. 3387)

07.01 Karolien Grosemans (N-VA): Het Belgische leger heeft beslist alle telegeleide antitankraketten van het type MILAN minstens tijdelijk uit gebruik te nemen. Defensie is daardoor niet langer in staat pantservoertuigen of versterkte doelwitten op middellange afstand uit te schakelen.

De beslissing werd uit veiligheidsredenen genomen, want de raketten en de munitie zijn te oud. Er waren zelfs al incidenten. Een vervanger is pas gepland voor 2016. Bestaan er rapporten over die incidenten? Wat gebeurt er met de afvuursystemen? Zal de verouderde munitie worden vernietigd? Wat is de budgettaire ruimte voor de aankoop van een opvolger van de MILAN-raketten? Wordt die aankoop bespoedigd nu de MILAN niet meer in gebruik is?

07.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Het MILAN-systeem werd in 1976 aangeschaft voor een totaal bedrag van 20 miljoen euro. Het wapensysteem is niet buiten gebruik gesteld. Het is de bedoeling om de tactische opleiding met gedemilitariseerde schootsposten voort te zetten en een aantal posten in operationele reserve te houden om aan elke operationele behoefte te kunnen voldoen.

De raketten van het type MILAN werden wel buiten gebruik gesteld na een ongeval met een gekwetste tijdens een oefening in Bergen-Hohne in november 2009. Het onderzoek heeft geen enkel gebrek aangetoond bij de schootsposten. Die kunnen dus verder worden gebruikt.

Uit het uitgebreide onderzoek bleek dat raketten die dertig jaar oud zijn, risico's voor het personeel kunnen inhouden, waardoor een uitdienstneming van de volledige stock verantwoord werd geacht. Die beslissing is definitief.

De buiten dienst gestelde raketten zullen worden vernietigd door een gespecialiseerd bedrijf en dat voor een prijs van 140.000 euro. De 926 raketten blijven veilig opgeslagen in de munitiebunkers tot ze afgevoerd worden voor vernietiging ten vroegste in 2012.

Om op korte termijn de operationele behoeften in te vullen, onderzoekt Defensie een oplossing via partnerlanden die nog voorraden van MILAN-raketten in goede staat hebben.

Voor de toekomst loopt een prospectie om het wapensysteem MILAN te vervangen. De lijst van kandidaten is nog niet vastgelegd en we weten nog niet welke middelen nodig zullen zijn.

07.03 Karolien Grosemans (N-VA): Krijg ik meer uitleg over de overname van raketten van partnerlanden?

07.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Dat valt buiten uw initiële vraag. Ik geef daarop nu geen antwoord, want geen enkel antwoord is immers neutraal.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "zijn bezoek aan de IDEX-wapenbeurs in Abu Dhabi" (nr. 3004)

- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "zijn bezoek aan de IDEX-wapenbeurs" (nr. 3005)

- de heer Dirk Van der Maelen aan de minister van Landsverdediging over "zijn bezoek aan een

wapenbeurs in Abu Dhabi" (nr. 3147)

- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "zijn bezoek aan de IDEX-wapenbeurs" (nr. 3148)

08.01 Theo Francken (N-VA): Toen deze vraag actueel was, heeft de minister er in plenaire vergadering ruim op geantwoord. Ik trek mijn vraag dus in.

08.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik heb toch nog enkele bijkomende vragen. Was de minister op die wapenbeurs op uitnodiging van de wapenindustrie? Wat zijn de resultaten van het bezoek? Wie maakte deel uit van de delegatie? Hoeveel kostte het bezoek?

08.03 Dirk Van der Maelen (sp.a): Ook ik wil weten wat de missie gekost heeft en met wie de minister gesproken heeft.

08.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Ik herinner eraan dat exportlicenties voor wapens door de Vlaamse regering worden goedgekeurd, waar de sp.a ook deel van uitmaakt.

Ik ben ingegaan op de uitnodiging van de regering van de Verenigde Arabische Emiraten. Zij zijn een belangrijke partner voor ons en zijn samen met ons actief bij de operaties in Libanon, Afghanistan en de missie Atalanta. Zij zijn trouwens ook een NAVO-kandidaat.

De delegatie bestond uit zes personen van mijn kabinet: de kabinetschef, de secretaris-generaal, de diplomatieke raadgever en ambassadeur, de raadgever parlementaire betrekkingen, de verbindingsofficier-majoor, de woordvoerder en een secretaris. Daarnaast maakten drie militairen deel uit van de delegatie: een expert operaties, een expert overheidsopdrachten en een fotograaf. Ter plaatse werd de delegatie uitgebreid met de Belgische ambassadeur, met de defensie-attaché en met een liaisonofficier van de Verenigde Arabische Emiraten. Het was de ambassade van België, onder leiding van ambassadeur Van Calster, die het bezoek organiseerde.

Ik kwam op zondag 21 februari rond 9 uur in de ochtend aan, waarna ik mij onmiddellijk naar de opening van de beurs heb begeven. Ik had ook ontmoetingen met de voornoemde autoriteiten en ik heb op Al Dhafra-airbasis over samenwerkingsakkoorden met de Emiraten inzake militaire luchtvaart onderhandeld. Ik heb woensdagmorgen de Verenigde Arabische Emiraten verlaten.

Ik bezocht de stands van de Belgische bedrijven Barco, Conteno, Varec, FN Herstal, CMI, BSDI en Ilias Solutions. Tijdens mijn bezoek werden geen wapens gekocht of verkocht.

De totale kostprijs – logement, maaltijden en transport ter plaatse – van dit bezoek bedroeg 16.149 euro. De kostprijs voor de vlucht valt ten laste van het vluchtplan van Defensie, zoals dat voor het staatshoofd, de eerste minister en de minister van Defensie de regel is. Alle andere praktische zaken werden door de ambassade van België in Bahrein en Abu Dhabi afgehandeld.

08.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Er bestaat dus blijkbaar geen gedetailleerder overzicht van alle kosten van dit bezoek.

08.06 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Alle kosten werden gedragen door de Belgische overheid. Op geen enkele wijze was er een link met de Belgische bedrijven op de beurs.

08.07 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik krijg een bedrag, maar geen opsplitsing per onkostencategorie.

Het gaat om een uitgebreide delegatie die een wapenbeurs bezoekt en een memorandum afsluit dat normaal niet door een minister wordt afgesloten. Het is een verkeerde besteding van belastinggeld en het getuigt van een smakeloos cynisme om op het moment dat het Midden-Oosten in brand staat, daar een wapenbeurs te bezoeken.

08.08 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Ik heb mij bij de vertegenwoordigers van de Verenigde Arabische Emiraten verontschuldigd. Zij zeiden mij dat het niet nodig was omdat ze wisten uit welke hoek de kritiek kwam.

08.09 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Waar heeft de minister die instanties gezien: op de beurs, op hun departement? In elk geval was het misplaatst. Waarom moest de delegatie trouwens zo groot zijn als er toch niet gekocht of verkocht werd? Om een document te ondertekenen dat normaal gezien niet door de minister zelf wordt ondertekend, heb je zo geen delegatie nodig.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Karin Temmerman aan de minister van Landsverdediging over "de verwachte migratiestroom uit Noord-Afrika" (nr. 3112)
- mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Landsverdediging over "de opvang van de te verwachten vluchtelingenstroom" (nr. 3128)

09.01 **Annick Ponthier** (VB): Zal Defensie een rol spelen bij de opvang van de vluchtelingenstroom die te verwachten valt ten gevolge van de crisis in het Midden-Oosten en Noord-Afrika? Komt er voor hen een specifiek statuut en specifieke opvangcentra, bijvoorbeeld in oude kazernes?

09.02 Minister **Pieter De Crem** (Nederlands): De instroom uit Noord-Afrika is alsnog vrij beperkt. De Dienst Vreemdelingenzaken volgt een en ander op de voet.

Defensie heeft zich vanaf het begin van de opvangproblematiek constructief opgesteld via het ter beschikking stellen van 2.000 nieuwe opvangplaatsen in vier militaire kwartieren. Bijkomende capaciteit in de kwartieren van Ans, Baronville en Diest is dus momenteel niet aan de orde. Na hun definitieve 'desinfectie' worden ze overgedragen aan het Comité van Onroerende Goederen binnen de FOD Financiën met het oog op vervreemding. De vervreemdingsprocedure wordt vaak opgeschort in afwachting van de toekenning van een nieuwe stedenbouwkundige bestemming van de domeinen. Afhankelijk daarvan zullen de domeinen aan de meest biedende worden verkocht, tenzij een overheid gebruik maakt van haar onteigeningsmacht.

Eerder heeft de premier al verklaard dat er voor humanitaire opvang gezorgd moet worden en dat erover gewaakt moet worden dat de vluchtelingen niet zozeer naar Europa komen. Daarom heeft de regering 1 miljoen euro vrijgemaakt. De premier stelde dat erover gewaakt moet worden dat deze mensen zo snel mogelijk terug zouden moeten keren naar hun land van herkomst. Defensie heeft daartoe bijgedragen door de Airbus A330 gedurende een week in te zetten bij de evacuatie aan de grens tussen Tunesië en Libië. Het toestel repatrieerde in totaal meer dan 1.500 inwoners van Afrikaanse landen die terug naar hun land wilden keren als gevolg van het geweld in Libië. Maandag vloog de Airbus 256 Egyptenaren naar Caïro. Dinsdag en woensdag voerde het toestel vluchten uit tussen het Tunesische Djerba en de Ghanese hoofdstad Accra. Het repatrieerde daarbij respectievelijk 250 en 237 vluchtelingen. Donderdag stonden er twee vluchten op het programma tussen Djerba en Bamako, de hoofdstad van Mali. Toen werden telkens 256 passagiers vervoerd. Vrijdag bracht een laatste vlucht 262 mensen naar Mali, waarna de Airbus terugkeerde naar Melsbroek.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3115 van mevrouw Fonck wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

10 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Philippe Blanchart aan de minister van Landsverdediging over "de situatie in Libië en de optie van een militaire tussenkomst" (nr. 3201)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de houding van België inzake de opstand in Libië" (nr. 3351)

10.01 **Philippe Blanchart** (PS): De internationale gemeenschap maakt gewag van een militaire interventie in Libië en de instelling van een no-flyzone voor Libische vliegtuigen om te voorkomen dat er bombardementen op burgers en opposanten zouden worden uitgevoerd.

Op 25 februari werd er een vergadering van de Noord-Atlantische Raad gewijd aan een uitwisseling van

informatie over Libië en een bespreking van de opties. De secretaris-generaal van de NAVO verklaarde dat het Bondgenootschap over de nodige middelen beschikt, maar legde er tegelijk de nadruk op dat er een duidelijk mandaat van de VN-Veilighedsraad moet zijn. De NAVO-ambassadeurs zouden vandaag woensdag moeten bijeenkomen, maar kennelijk werd er op dat vlak geen consensus bereikt.

Diezelfde dag kwamen de Europese ministers van Landsverdediging bijeen in Boedapest. De situatie in Libië stond er eveneens op de agenda. De Amerikaanse Senaat keurde dinsdagavond een resolutie goed waarin de internationale gemeenschap wordt gevraagd de instelling van een no-flyzone boven Libië te overwegen en verscheidene Amerikaanse oorlogsschepen hebben koers gezet naar de Libische kust.

Hoe zit het met de huidige gesprekken over die opties? Wat moeten we opmaken uit de woorden van de secretaris-generaal van de NAVO, die verklaarde over de nodige middelen te beschikken? Wat is ons standpunt dienaangaande en dat van de overige Europese landen? Wat was de teneur van de gesprekken van de ministers van Landsverdediging van de EU?

10.02 Theo Francken (N-VA): Wat is het standpunt van België inzake een militaire interventie in het Libische conflict? Wat is er besproken op de recente Europese top van de ministers van Defensie? Is de minister bereid om manschappen in te zetten?

10.03 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De minister van Buitenlandse Zaken is momenteel aanwezig in de Kamer en het dossier-Libië staat op de agenda van de bevoegde commissie. Ik verwijs de heer Francken dan ook naar hem. De minister van Buitenlandse Zaken vertolkt het regeringsstandpunt.

10.04 Theo Francken (N-VA): Ik heb de vraag ook eerst gesteld aan minister Vanackere, maar hier wou ik mij vooral toespitsen op het militaire aspect.

10.05 Minister Pieter De Crem (*Frans*): De lidstaten hebben de NAVO gevraagd, in het kader van een VN-mandaat en in overleg met de regionale en de internationale actoren, te bestuderen welke bijdrage het bondgenootschap kan leveren tot de oplossing van de Libische crisis.

Op vraag van de Europese Unie heeft de Belgische regering op 4 maart beslist om deel te nemen aan de luchtbrug van UNHCR en van de Internationale Organisatie voor Migratie voor de bevrijding van de vluchtelingen aan de Tunesisch-Libische grens. Er werd een Belgische Airbus gecharterd tussen 7 en 11 maart. In het kader van het United Nations Assessment and Coordination (UNDAC)-team heeft ons land eveneens een persoon ingezet, die de coördinatie en de bijstand aan de vluchtelingen ter plaatse verzekert.

Op de vergadering van de ministers van Landsverdediging van de Europese Unie heeft Lady Ashton een stand van zaken opgemaakt van de situatie in Libië. Voor het standpunt van de andere lidstaten van het bondgenootschap verwijs ik u naar de minister van Buitenlandse Zaken.

Er waren drie voorwaarden vooropgesteld voor het instellen van een no-flyzone: het territorium moest duidelijk worden afgebakend, er moesten maatregelen worden genomen om te voorkomen dat er alsnog vluchten zouden plaatsvinden en de verdedigingsmiddelen op de grond moesten worden geneutraliseerd. Daarnaast was er een mandaat van de VN-Veilighedsraad nodig en moest men over regionale steun beschikken. Die voorwaarden zijn echter vooralsnog niet vervuld en de internationale gemeenschap neemt dus een afwachtende houding aan. We hadden slechte ervaringen in Bosnië en moeten dus de nodige omzichtigheid aan de dag leggen.

10.06 Philippe Blanchart (PS): Het instellen van een no-flyzone zou collateral damage veroorzaken en een terugslag hebben voor de bevolking. Wat de humanitaire hulp betreft, ben ik gerustgesteld: alles verloopt zoals het hoort, en België heeft de nodige voorzieningen getroffen op dat vlak.

Het incident is gesloten.

11 Samengevoegde vragen van

- de heer Patrick Moriau aan de minister van Landsverdediging over "de aanhouding van Belgische militairen in Zweden" (nr. 3229)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "het incident met enkele militairen in Zweden" (nr. 3230)

- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "het incident in Zweden" (nr. 3234)

11.01 Patrick Moriau (PS): Drie Belgische militairen, die naar verluidt deel uitmaken van de Special Forces Group in Flawinne, werden in Zweden gearresteerd. Ze zouden in een hotel betrokken geweest zijn bij een vechtpartij en worden beschuldigd van geweld tegen agenten en openbare geweldpleging tegen ambtenaren.

Beschikt u over nadere informatie over dit incident? Volgens de Zweedse radio volgden de militairen een wintertraining in Zweden, maar die zou intussen zijn afgebroken. Om welke redenen? Waarin bestond die training, en hoeveel militairen namen er aan de oefeningen deel? Zal u tuchtmaatregelen treffen, wanneer het onderzoek is afgerond?

11.02 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Wat is in Zweden precies gebeurd? Hoe zal Defensie optreden tegen de betrokken militairen? Heeft ons land samenwerkingsakkoorden met Zweden voor de uitlevering van verdachten en voor de vervolging en strafuitvoering in België? Gelden die in dit geval? Hoeveel maanden opleiding kregen deze militairen in hun Special Forces-training? Is de minister van plan om die opleiding te verlengen of in te korten? Liepen die militairen al eerder veroordelingen op en waren er eerder al incidenten met hen? Kwamen zij door hun gedrag en verleden in aanmerking om naar het buitenland te gaan? Wat is de evolutie van het aantal Special Forces in ons leger van 2007 tot nu? Is er een tekort? Raken de leden ervan meer dan anderen betrokken bij incidenten?

11.03 Minister Pieter De Crem (Frans): De Special Forces Group heeft een detachement naar Zweden gestuurd voor een training in polaire omstandigheden van 14 februari tot 5 maart. De deelnemende militairen hadden op 26 februari 's avonds vrijaf.

De bijzonderheden omtrent de feiten kennen wij niet. De Zweedse gerechtelijke autoriteiten hebben maar summiere inlichtingen verstrekt. De federale procureur werd van de feiten in kennis gesteld, hij heeft contacten met zijn Zweedse collega en onderzoekt de zaak. Drie Belgische militairen werden in voorlopige hechtenis genomen.

(Nederlands) Het onderzoek is in handen van het Zweedse parket en het Belgische federale parket. Defensie moet de resultaten hiervan afwachten alvorens op te treden. Op 15 maart is een delegatie van het federale parket naar Zweden gegaan om de situatie daar te bespreken.

In 2010 waren er geen incidenten met Belgische militairen in Zweden. Ook zijn de Special Forces niet vaker betrokken bij incidenten dan andere militairen.

Als de feiten bewezen zijn en als misdrijf aangemerkt worden, kan er strafrechtelijke vervolging ingesteld worden, en riskeren de betrokkenen daarna ook statutaire maatregelen.

(Nederlands) De uitoefening van rechtsmacht over militairen wordt geregeld door een Status of Forces Agreement, dat ook van toepassing is in Zweden, hoewel Zweden wel uitdrukkelijk bevoegd blijft voor misdrijven op het eigen grondgebied. Er is geen samenwerkingsakkoord met Zweden voor een strafuitvoering in België.

De opleiding van Special Forces duurt twee jaar, met een basisopleiding en een voortgezette vorming van telkens zes maanden en een stage van een jaar. Er zijn geen plannen om de vorming te verlengen of in te korten. De Belgian Special Forces genieten internationaal een zeer goede reputatie. Ze werden opgericht in 2000, met momenteel een bezettingsgraad van 72,5 procent. Elk jaar wordt een opleiding georganiseerd, waarbij kwaliteit belangrijker is dan kwantiteit. Kandidaten worden ook eerst grondig doorgelicht door de militaire veiligheidsdiensten. Een kandidatuur is ongeldig als de betrokkene een veroordeling heeft opgelopen in de laatste vijf jaar voor zijn kandidatuur.

11.04 Patrick Moriau (PS): Merkwaardig genoeg zijn er in hetzelfde hotel eerder al problemen geweest met militairen.

Het incident is gesloten.

12 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Damien Thiéry** aan de minister van Landsverdediging over "de beveiliging van de informatiesystemen van de Staat naar aanleiding van de recente cyberaanvallen op Frankrijk" (nr. 3280)
- de heer **Siegfried Bracke** aan de minister van Landsverdediging over "de cyberaanval in Frankrijk" (nr. 3345)

12.01 Damien Thiéry (MR): Grootschalige cyberaanvallen behoren niet langer tot de sciencefictionwereld. De Franse Staat was recentelijk het slachtoffer van de tot op heden belangrijkste aanval. Meer dan 150 computers van het ministerie van Economie en van Financiën werden sinds december 2010 gehackt. In 2009 werden verscheidene officiële Amerikaanse websites aangevallen. Dergelijke aanvallen kunnen spionagedoeleinden hebben of erop gericht zijn de administratie te verlammen.

Een internetonderbreking gedurende één maand in Europa of in de Verenigde Staten zou minstens 150 miljard euro kosten.

De Europese Commissie maakte in september een voorstel van richtlijn bekend over de aanpak van nieuwe vormen van computercriminaliteit en een voorstel voor een verordening ter versterking en modernisering van het Europees Agentschap voor netwerk- en informatiebeveiliging.

Frankrijk en de Verenigde Staten hebben onlangs eigen netwerkbeveiligingsinstanties opgericht.

Wordt er ook in ons land aan de oprichting van zo een instantie gedacht? Worden er maatregelen overwogen om te anticiperen op de innovaties in de ontwerprichtlijn?

12.02 Siegfried Bracke (N-VA): Over de aanpak van cybercriminaliteit zei de minister eerder dat het niet de taak is van Defensie om alle overheidssystemen tegen cyberspionage te beschermen en dat de algemene dienst Inlichtingen en Veiligheid slechts een ondersteunende rol speelt.

Wat moeten wij precies verstaan onder die ondersteunende rol? Hoe verhoudt die dienst zich tot de andere spelers? Wie is de centrale speler in het systeem ter bestrijding van cyberspionage? Wat is het beleid inzake de bescherming van de gevoelige digitale gegevens bij andere overheidsdiensten? Welke sectoren worden volgens Defensie het meest gevisieerd? Hoe evolueert dat?

12.03 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Ik begrijp uit deze vraag dat het aangekondigde onderhoud van de commissie met admiraal Hellemans, het hoofd van de militaire inlichtingendienst, nog niet heeft plaatsgevonden. Ik stel me garant dat dit zo vlug mogelijk kan plaatsvinden.

Ik verwijs ook naar mijn uitgebreide antwoord op de schriftelijke vragen van de heer Ducarme op 10 maart en 3 augustus van vorig jaar.

Wij werken met ons Computer Emergency Response Team (CERT), dat verdachte activiteiten op het vlak van Defensie analyseert. De algemene dienst Inlichtingen en Veiligheid (ADIV) levert permanente steun aan andere overheidsdiensten.

(*Frans*) Voor de analyse van spionagesoftware wordt er samengewerkt met de Veiligheid van de Staat. Er wordt steun verleend aan het nationaal Computer Emergency Response Team, dat werd opgericht door de FOD ICT en het BIPT, voor de behandeling van computerbeveiligingsincidenten. Ten slotte worden er adviezen verstrekt aan andere FOD's bij de implementatie van beveiligde netwerken.

(*Nederlands*) Daarnaast onderhoudt ADIV een beveiligd netwerk voor de uitwisseling van geclassificeerde informatie tussen de overheidsdiensten.

(*Frans*) Defensie is zich bewust van de dreiging van mogelijke cyberaanvallen en volgt de gebeurtenissen in Frankrijk op de voet om er lering uit te trekken. De informatie die wij van onze Europese ambtgenoten krijgen

is uiterst belangrijk.

(Nederlands) Het overlegplatform Informatieveiligheid BeNIS werkt momenteel aanbevelingen uit voor de oprichting van een nationaal agentschap voor informatieveiligheid. Het is aan de volgende regering om hiermee iets te doen.

De centrale cybersecurity-autoriteiten van onze buurlanden vallen niet onder de bevoegdheid van Defensie. Dat is een operationeel nadeel voor een geconcentreerde aanpak.

Gezien het civiel karakter van de bescherming van kritieke infrastructuren, neemt Defensie hierin geen leiding, maar wil natuurlijk technische steun geven als dat gevraagd wordt.

(Frans) Defensie heeft noch de opdracht, noch de middelen om alle systemen van de overheidsdiensten en de nationale voorzieningen te beschermen tegen deze cyberaanvallen. Veiligheidsincidenten in de informatiesystemen van de overheid worden behandeld door het Computer Emergency Response Team (CERT). De deskundigen inzake *cyber defence* verbeteren voortdurend de technieken waarmee inbraken in de netwerken van Defensie kunnen worden opgespoord. Op hun expertise wordt er een beroep gedaan in het kader van specifieke projecten en hun knowhow wordt gedeeld met andere overheidsinstanties. De samenwerking met het BIPT en de Federal Computer Crime Unit is van essentieel belang. Er is nog werk aan de winkel.

12.04 Damien Thiéry (MR): Ik heb begrepen dat u contact hebt opgenomen met uw Europese collega's om voordeel te trekken van de ervaring die in andere landen werd opgedaan. Vraag is wanneer we klaar zullen zijn om dit soort cyberaanvallen af te weren.

12.05 Siegfried Bracke (N-VA): Ik kijk uit naar dat onderhoud met admiraal Hellemans, want dat zal inderdaad veel verduidelijken. Mij lijkt het alvast vrij logisch dat Defensie hierin een centrale rol toebedeeld krijgt.

Wat mij opvalt, is dat iedereen op zich bezig is. Ik vraag mij af in welke mate dit past in een NAVO-verhaal?

12.06 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Dit past in het NAVO-verhaal, maar de NAVO is een politiek-militaire organisatie die politieke richtlijnen uitstippelt die door een militaire structuur moeten worden geïmplementeerd. Daarom hebben wij deze aangelegenheid in het militair comité van de NAVO reeds ter sprake gebracht. Het moet de bedoeling zijn om de verschillende maatregelen van de lidstaten te bundelen, om zo de dreiging van een cyberaanval in kaart te brengen én om bij zo een aanval onmiddellijk de gestoorde netwerken weer operationeel te kunnen maken of vervangingsnetwerken te kunnen openen.

Ik probeer alleszins aanwezig te zijn op de vergadering met het hoofd van de militaire inlichtingendienst, zodanig dat wij de opties eens goed in kaart kunnen brengen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "het aantal vrouwen in het leger" (nr. 3307)

13.01 Bert Maertens (N-VA): Ik ben ervan overtuigd dat de aanwezigheid van vrouwen in het leger een goede zaak is. Een job bij het leger is voor vrouwen natuurlijk niet altijd evident: het is een fysiek veeleisende job die moeilijk combineerbaar is met de zorg voor kinderen. Niet verwonderlijk dus dat er maar 8 à 10 procent vrouwen in het leger zijn. Dat aandeel stagneert al vijf jaar.

In 2007 heeft minister Flahaut met de toenmalige CHOD en de Vrouwenraad een charter ondertekend voor het bevorderen van de gelijkheid van mannen en vrouwen bij Defensie.

Hoe is de verhouding man-vrouw bij de verschillende componenten? Wat is de inhoud van het actieplan dat in het charter werd beloofd? Wordt het ondertussen al uitgevoerd? Werd het al geëvalueerd? Komen er nog

andere initiatieven om nog meer vrouwen in het leger te krijgen?

13.02 Minister **Pieter De Crem** (Nederlands): Het aandeel van de vrouwen bij Defensie is stabiel gebleven tijdens de laatste tien jaar. Momenteel heeft Defensie 92,2 procent mannelijk personeel en 7,8 procent vrouwelijk personeel. Bij de landmacht zijn er 94 procent mannen en 6 procent vrouwen, bij de luchtmacht 91,7 procent tegenover 8,3 procent, bij de marine 89,3 procent tegenover 10,7 procent en bij de medische dienst 77,2 procent tegenover 22,8 procent.

Door in het charter uit 2007 te focussen op het aspect gender – de gelijkheid van vrouwen en mannen – en het aspect culturele verschillen wil Defensie de eigen organisatie beter laten functioneren door ieders competenties maximaal te benutten.

Er werden reeds verschillende projecten opgestart. Zo heeft Defensie bijvoorbeeld al maatregelen genomen in het domein van infrastructuur, uitrusting en welzijn voor zijn personeel, kinderdagverblijven en arbeidstijdregeling. Op verschillende niveaus krijgt het personeel diversiteitsvorming om zo respectvol samen te leren werken.

Aan de VN-resolutie 1325 'Vrouwen, vrede en veiligheid' heb ik bijzondere aandacht besteed in mijn politieke oriëntatienota van 2008. Om die reden heeft Defensie actief deelgenomen aan het opstellen van het nationaal actieplan 1325 dat in februari 2009 door de ministerraad werd goedgekeurd. In dat actieplan is Landsverdediging verantwoordelijk voor de uitvoering van hoofdstuk 5, Vredesmissies.

Eerst is een sensibilisering en een vorming van het sleutelpersoneel noodzakelijk. Nadien zullen de concrete resultaten zich geleidelijk aan laten voelen op het terrein. Voor meer details verwijs ik naar de hoorzitting van 25 januari in de Senaat in verband met de evaluatie van ons actieplan voor de implementatie van de resolutie.

13.03 **Bert Maertens** (N-VA): Ik constateer enkel dat er ondanks al deze acties geen positief effect blijkt te zijn, want het aandeel vrouwen stagneert al tien jaar. Het is dus zeer nuttig dat de initiatieven die al genomen zijn – en die ik absoluut waardeer – grondig geëvalueerd worden.

Het incident is gesloten.

14 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **David Geerts** aan de minister van Landsverdediging over "het mogelijk pestgedrag bij de lichting EVMI te Aarlen" (nr. 3311)
- de heer **Bert Maertens** aan de minister van Landsverdediging over "de mogelijke pesterijen in de legerbasis van Aarlen" (nr. 3347)
- de heer **Wouter De Vriendt** aan de minister van Landsverdediging over "het pesten binnen Defensie" (nr. 3366)

14.01 **David Geerts** (sp.a): Naar aanleiding van pestgedrag bij de lichting EVMI in Aarlen zou op aanraden van de korpscommandant een proces-verbaal zijn opgesteld. Twee jongeren zouden effectief verantwoordelijk zijn gesteld en het slachtoffer zou de EVMI hebben verlaten. Volgens een bestaande richtlijn zou een klacht bij de burgerlijke overheid alle andere aspecten binnen Defensie moeten bevriezen.

Wat is de exacte toelichting bij het gebeuren? Wanneer werd de militaire autoriteit op de hoogte gebracht? Welke maatregelen werden genomen?

14.02 **Bert Maertens** (N-VA): Kan de minister de feiten bevestigen zoals ze in de pers werden geschetst? Waarom kan Defensie niet ingrijpen zolang het politieonderzoek loopt? Kunnen de pesters niet preventief worden geschorst? Was de overste van het slachtoffer op de hoogte van de pesterijen voor de promotie van de pesters tot volwaardige militairen? Neemt de minister naar aanleiding van dit voorval nieuwe initiatieven om het probleem in te dijken?

14.03 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Zulk pestgedrag heeft een negatief effect op de aantrekkelijkheid van het leger voor rekruten.

Wanneer werd men binnen het leger op de hoogte gesteld van het pestgedrag? Wat hebben de oversten ondernomen om dit te stoppen, de kandidaten te sensibiliseren en de daders te straffen? Wanneer werden de vrijwilligers toegelaten tot de verdere militaire opleiding? Registreert Defensie het aantal pesterijen en gerelateerde incidenten? Zijn er cijfers over de evolutie tussen 2005 en 2010? Welke maatregelen worden getroffen? Plaatst men vaak het slachtoffer over in plaats van de dader te straffen?

14.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Er bestaat een richtlijn over de integratiepraktijken. Momenteel worden er geen andere beleidsinitiatieven genomen.

Ik kan nu geen evolutie geven tot en met 2010, maar ik stel voor om dit schriftelijk te doen.

Zulk gedrag is onaanvaardbaar en alle preventieve maatregelen worden genomen om herhaling te voorkomen. Defensie beschikt sinds vorig jaar ook over een dienst Klachtenmanagement.

In dit geval zou er sprake zijn geweest van ernstig ongewenst gedrag van twee kandidaat-vrijwilligers tussen 12 december 2010 en 14 februari 2011, toen het slachtoffer zijn kader op de hoogte heeft gesteld. De pelotonscommandant heeft diezelfde dag contact opgenomen met de klachtenmanager van Defensie. Na overleg heeft het slachtoffer beslist om een formele klacht in te dienen bij de politie van Aarlen. Hij had toen al beslist om het departement te verlaten en werd daarom verwijderd uit zijn peloton. In een exitgesprek maakte hij melding van mogelijke andere slachtoffers. De korpscommandant van de opleidingseenheid werd gevraagd om een korpsonderzoek uit te voeren.

Na de eerste opleidingsperiode in Aarlen werden alle kandidaat-vrijwilligers gemuteerd naar hun respectieve eenheden voor hun voortgezette opleidingen. De korpscommandant van de nieuwe eenheid van beide vermoedelijke daders werd op de hoogte gebracht. Het interne korpsonderzoek staat los van de klacht die bij de politie werd ingediend en dient als de inleiding op eventuele bewarende ordemaatregelen. Aangezien de betrokkenen minder dan twee jaar dienst hebben, kan een tijdelijke ambtsontheffing of een dienstverbreking van ambtswege worden opgelegd. Het indienen van een klacht bij de politie schorst de andere mogelijke disciplinaire maatregelen niet op tot na de definitieve uitspraak.

14.05 **David Geerts** (sp.a): Het is belangrijk om de nuance van het korpsonderzoek duidelijk te maken. Na dat onderzoek kan de minister maatregelen nemen. Ik vind het wel vreemd dat in dit geval geen preventieve maatregelen worden genomen.

14.06 **Bert Maertens** (N-VA): Wanneer wordt dat korpsonderzoek afgerond? Het is wenselijk dat het korpsonderzoek en de uitspraak van de minister over een eventuele sanctie snel volgen op het incident.

14.07 **Wouter De Vriendt** (Ecolo-Groen!): Het is wachten op de cijfers voor 2010 en op de resultaten van het onderzoek. In het raam van de algemene discussie over de toekomst van ons leger moeten wij dit absoluut ernstig nemen.

14.08 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Het korpsonderzoek wordt mij toegezonden uiterlijk op 31 maart 2011.

Het incident is gesloten.

15 **Vraag van de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de werking van Euromut" (nr. 3312)**

15.01 **David Geerts** (sp.a): Het ziekenfonds Euromut heeft een permanente vertegenwoordiging in Evere en een aantal kazernes. Ik veronderstel dat deze militairen mogen cumuleren en dat zij dit doen als zelfstandige in bijberoep.

Kan dat wel tijdens de diensturen? Mogen ook andere ziekenfondsen een permanentie organiseren op de verschillende militaire domeinen? Is er een concessieovereenkomst tussen Defensie en Euromut? Hoeveel militairen mogen werken als zelfstandig agent voor Euromut?

15.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): De permanenties van Euromut zijn historisch gegroeid vanuit het vroegere FEMADA/VEMUREL. De organisatie van zo een dienst behoort tot de bevoegdheid van de plaatselijke kwartiercommandant. Er is geen concessieovereenkomst tussen Defensie en Euromut of enig ander ziekenfonds. Militairen die een bijberoep willen uitoefenen, moeten dit aanvragen via hiërarchische weg. Zo iets kan alleen buiten de diensturen. Momenteel hebben twee militairen een toelating om als zelfstandige in bijberoep te werken voor Euromut.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Denis Ducarme aan de minister van Landsverdediging over "de voltooiing van de transformatie van Defensie" (nr. 3386)

16.01 **Denis Ducarme** (MR): Ik wil de minister mijn verontschuldigen aanbieden, want ik was opgehouden in een andere commissie en kon dus onmogelijk beamen wat hij vast en zeker zal hebben onderstreept, namelijk dat er in de twee jongste comités 12 Vlaamse en 3 Franstalige generaals benoemd werden. We zullen het daar zeker nog over hebben.

16.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Dat klinkt veelbelovend!

16.03 **Denis Ducarme** (MR): Mijn vraag betreft natuurlijk onze twijfels met betrekking tot het mislukken van het transformatieplan voor Defensie, niet het transformatieplan als dusdanig.

Dat plan werd in zijn geheel door de regering, met onder meer de MR, goedgekeurd. In de eerste voorstelling van het plan was er geen sprake van onevenwichten; we stellen nu echter vast dat dit veranderd is.

Werden als sterke punten van het plan naar voren geschoven: het personeelsbeleid, het materieelbeleid, en de infrastructuurinvesteringen. Wat het personeel betreft vermindert de uitstroom niet. Het plan is gestoeld op de vooronderstelling dat het leger 34.000 mannen en vrouwen moet tellen, onder wie 2.000 civiele personeelsleden; gelet op het aantal vertrekkers zullen we over luttele jaren een leger met 28.000 of zelfs maar 24.000 manschappen hebben. Op het stuk van het materieel werd de optionele schijf MPPV's niet besteld, de optionele schijf AIV's 30 mm is nog altijd niet bevestigd, en over de AIV's met 90 mm-kanon zullen we maar zwijgen. Op termijn zullen het 12^e en 13^e linieregiment te Spa en de 1^e en 3^e lanskierbataljons te Marche-en-Famenne, twee Franstalige eenheden, wellicht ontbonden worden, bij gebrek aan manschappen en materieel.

De vraag is of in het transformatieplan tussen de regels geen vermindering van het aantal militairen is ingeschreven, ook aan Franstalige kant. In Wallonië zal er uiteindelijk nog één eenheid van de Medium Brigade overblijven, het regiment van de Ardense Jagers, dat uitgerust is met de goeie ouwe Leopardvoertuigen, die weldra alleen nog zullen deugen voor de sloop.

Wat de infrastructuur betreft, lijkt het opportuun een balans op te maken.

Hoe ver staan we op het vlak van de rekrutering? Welke oplossingen worden er aangereikt voor de massale en kostelijke uitstroom van militairen? Wanneer zal u de MPPV's en AIV's, die noodzakelijk zijn voor de transformatie, aankopen? Wat is de stand van zaken met betrekking tot de neverending story omtrent de AIV's met 90 mm-kanon? Welke plannen hebt u met betrekking tot de vervanging van de MILAN-raketten?

Het zou aangewezen zijn om een ruim debat te wijden aan de toekomst van ons leger en aan de evaluatie van het transformatieplan.

16.04 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Inzake rekrutering werd 99 procent van de openstaande plaatsen ingevuld. Het is de bedoeling 1.200 manschappen in dienst te nemen in 2011, zodat de doelstelling van 32.000 militairen in 2012 bereikt zal kunnen worden. In de daaropvolgende jaren zou die getalsterkte gehandhaafd kunnen worden. Het aantal te rekruteren personen wordt jaarlijks vastgesteld. Met betrekking tot de uitstroom verwijst ik naar het antwoord dat ik gaf op de schriftelijke parlementaire vragen van de heer Geerts.

De aankoop van bijkomende AIV's en MPPV's is ingeschreven in het investeringsplan dat deel uitmaakt van

de begroting 2011. De schijf van 18 AIV's met 90 mm-kanon wordt momenteel geleverd. Om het resterende capaciteitstekort op het stuk van *direct fire* weg te werken is er een politieke beslissing nodig die de regering van lopende zaken niet kan nemen.

Er werd geantwoord tijdens het commissiebezoek aan Leopoldsborg en er zullen ook antwoorden worden gegeven tijdens het komende bezoek aan Marche-en-Famenne.

16.05 Denis Ducarme (MR): Uw antwoord maakt me niet veel wijzer over de toekomst van ons leger. Ik heb er meer dan ernstige twijfels over of wij de doelstelling van 32.000 manschappen kunnen bereiken.

We zitten uiteraard in een periode van lopende zaken, maar ik twijfel of het transformatieplan voor Defensie zijn oorspronkelijke doelstellingen zal waarmaken, mocht de onzekerheid aanhouden.

Wij zullen waarschijnlijk in het Parlement vragen om een evaluatie en een balans van het transformatieplan.

16.06 Minister Pieter De Crem (Frans): Om duidelijkheid te krijgen over bepaalde standpunten zou ik eerst de ministers en vicepremier van de partij van de heer Ducarme, die het plan hebben goedgekeurd, om hun mening vragen.

16.07 Denis Ducarme (MR): Moet ik u de vergadering in herinnering brengen die u ertoe bracht uw oorspronkelijk plan terug te schroeven, omdat uw eigen partij het niet langer steunde? De regering heeft zich niet volledig achter u geschaard met betrekking tot dit plan. U hebt uw huiswerk moeten overdoen! We zullen nog zien of u uw huiswerk niet opnieuw zal moeten overdoen.

16.08 Minister Pieter De Crem (Frans): Als we niet voortmaken met de vorming van een regering, zal het plan volledig uitgevoerd zijn vooraleer er een nieuwe regering is. Dat is een feit!

16.09 Denis Ducarme (MR): Als de oorspronkelijke doelstellingen van het plan niet bereikt worden, zullen we niet wachten op de vorming van een regering, maar in het Parlement een evaluatie van uw werk vragen.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de investeringen van Defensie in de modernisering van het militaire materieel" (nr. 3353)

17.01 Theo Francken (N-VA): Tijdens ons bezoek aan de kazerne in Limburg is mij iets opgevallen: de schreeuw naar meer investeringen in militair materieel. Het NAVO-rapport over de investeringen in de modernisering van het militair materieel geeft België een dikke onvoldoende. Het is dus een groot probleem.

Kan de minister het beleid van de voorbije vijf jaar inzake de investeringen van Defensie in de modernisering van het militaire materiaal uiteenzetten? Tot welke doelstellingen en resultaten heeft dit beleid geleid? Is de minister van plan in de toekomst op dit vlak meer te investeren? Hoe staat hij tegenover de vooropgestelde NAVO-norm van 2 procent, die ons land momenteel bijlange niet haalt.

17.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Nogmaals: *There is absolutely no money!* Het zal al een half mirakel zijn als we kunnen blijven verdergaan met wat we hebben en ik zal mij daarvoor ook sterk maken.

De voorbije vijf jaar heb ik jaarlijks 265 miljoen euro betaald voor investeringen uit vorige beleidsbeslissingen. Dat was een heksentoer. Het ging vooral over de aankoop van voertuigen voor de landcomponent – dat was een goede beslissing – en van NA-90 helikopters en over de modernisering van de schepen en de F-16's. De midlife update van de F-16's zorgt ervoor dat onze toestellen tot de twee best presterenden van alle F-16-vloten ter wereld behoren.

De doelstelling van het investeringsplan in het kader van de begroting voor 2011 is de transformatie voortzetten en afronden. De defensiestaf bereidt het meerjarenplan investeringen voor dat aan de volgende regering wordt voorgelegd.

De norm van 2 procent van het bbp voor Defensie is niet haalbaar. Nu, met cijfers kan veel worden bewezen. Bijvoorbeeld: in tegenstelling tot in andere landen zitten de pensioenen van de militairen niet in de pot van Defensie, maar in die van de sociale zekerheid. Wij rekenen ze dus niet mee, maar anderen doen dat wel.

Het belangrijkste is echter dat we de investeringen die gepland werden in het verleden, kunnen betalen en toch nog genoeg reserve overhouden om nieuwe investeringen te doen. Op het einde van deze legislatuur zal er voor het eerst in vijftien jaar opnieuw ruimte zijn voor investeringen in de eigen begroting.

17.03 Theo Francken (N-VA): Het beleid van de afgelopen jaren was een afslankingsbeleid. Onze fractie heeft dat steeds gesteund.

Volgens de CHOD moet ons leger een jong leger zijn en geen leger van militairen die hun hele carrière in het leger doorbrengen. Dat vereist een transformatie en daarvoor zijn investeringen en dus geld nodig.

Het incident is gesloten.

18 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "het arbeidsongeval in Bevekom" (nr. 3377)

18.01 Anthony Dufrane (PS): Op 3 februari deed er zich een ernstig arbeidsongeval voor in de 1^{ste} Wing te Bevekom. Een deel van een van de vingers van het slachtoffer moest worden geamputeerd.

Wat is er gebeurd? Werd er een onderzoek ingesteld? Kon door het onderzoek worden achterhaald wat de oorzaken van het ongeval waren? Werden alle nodige veiligheidsmaatregelen getroffen om dit ongeval te voorkomen? Hoeveel arbeidsongevallen hebben er zich bij Defensie voorgedaan in 2009 en 2010 en sinds het begin van 2011? Hoeveel van deze ongevallen beschouwt Defensie als ernstig?

18.02 Minister Pieter De Crem (Frans): Het ongeval deed zich voor tijdens onderhoudswerkzaamheden aan een A-109-helikopter. Om de hoofdtandwielkast te demonteren, moest de mechanicus deze optillen met een hefwerktuig. Het werktuig schoot echter te snel omhoog en de vinger van de mechanicus kwam vast te zitten (achteraf moest zijn bovenste vingerkootje worden afgezet).

Het onderzoek verliep overeenkomstig de bij Defensie geldende regels: een preventieadviseur heeft het ongeval samen met een delegatie van het basisoverlegcomité geanalyseerd. Zij hebben de oorzaken ervan vastgesteld en preventiemaatregelen voorgesteld. De preventieadviseur heeft de korpschef een verslag bezorgd.

De cijfers konden niet binnen de vastgestelde termijn worden verzameld. Die vraag kan schriftelijk worden gesteld.

18.03 Anthony Dufrane (PS): Worden de veiligheidsinstructies voor de werktuigen en het verslag dat aan de CHOD werd bezorgd, in andere kazernes verspreid?

Het incident is gesloten.

19 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de eerste hulp die verstrekt wordt aan werknemers van Defensie die slachtoffer worden van een ongeval of die onwel worden" (nr. 3378)

19.01 Anthony Dufrane (PS): Ingevolge de implementatie van de uitbesteding van de eerstelijns geneeskunde werd de medische antenne in veel kwartieren gesloten.

Sinds 1 januari 2011 is het koninklijk besluit betreffende de eerste hulp die verstrekt wordt aan werknemers die slachtoffer worden van een ongeval of die onwel worden op de arbeidsplaats, van kracht. De werkgever moet nu bepalen welke middelen noodzakelijk zijn voor de organisatie van de eerste hulp.

Bij mijn weten bestaat er geen enkele duidelijke instructie op grond waarvan de korpschefs een beleid voor de eerstehulpverlening in de kwartieren kunnen uitstippelen.

Bestaat er een dergelijke instructie bij Defensie? Hoe zullen de korpschefs kunnen worden geadviseerd? Hoe zullen de hulpverleners worden opgeleid? Hoe zal het vervoer van gewonden of zieken georganiseerd worden? Hoe zal Defensie kunnen toezien op de correcte tenuitvoerlegging van de nieuwe wettelijke bepalingen?

19.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): De staf van Defensie heeft een instructie aan de korpschefs gestuurd waarin de wijzigingen die vervat zijn in het KB van 15 december 2010 betreffende de eerste hulp die verstrekt wordt aan werknemers die slachtoffer worden van een ongeval of die onwel worden, uiteengezet worden. De korpschefs werken de noodplannen uit in functie van de activiteiten ter plaatse.

De staf heeft een informatieplan opgesteld op grond waarvan de arbeidsgeneesheren, de preventieadviseurs en de lokale diensten voor bescherming en preventie op het werk hun korpschefs moeten kunnen adviseren over de middelen voor de organisatie van de eerste hulp die in elk kwartier voorhanden moeten zijn. Ze baseren zich daarvoor op de risicoanalyses waarin rekening wordt gehouden met de specifieke situatie in elk kwartier. De korpschef en zijn preventiemedewerker kunnen altijd de hulp inroepen van preventieadviseurs en arbeidsgeneesheren alsmede van de lokale dienst voor preventie en bescherming op het werk.

Defensie beschikt over 2.970 hulpverleners die een bredere en grondigere opleiding hebben gevolgd dan wat vereist wordt bij het KB van 15 december 2010. Als een militair kwartier desondanks niet over voldoende hulpverleners beschikt, wordt er een opleiding in een erkend centrum aanbevolen. Het competentiecentrum Medische Component van Defensie heeft daartoe een erkenningsaanvraag ingediend.

De standaardverbandkist van Defensie beantwoordt volledig aan de meest courante behoeften. De organisatie van het vervoer van gewonden en zieken hangt af van de beschikbare middelen in elk kwartier. In bepaalde dringende gevallen zal de dienst 112 worden ingeschakeld. In andere gevallen zal de gewonde of zieke met een militair voertuig naar een arts of de dichtstbijzijnde verzorgingsinstelling worden gebracht.

De lokale dienst voor bescherming en preventie op het werk zal toezien op de organisatie en de follow-up van de eerstelijns hulp. De preventieadviseurs en de arbeidsgeneesheren zullen hun opmerkingen bezorgen aan het overlegcomité. Die verslagen worden vervolgens overgezonden aan de staf van Defensie, die indien nodig actie kan ondernemen.

19.03 **Anthony Dufrane** (PS): Ik ben ongerust. U zegt me dat de korpschefs nu bezig zijn met het uitwerken van de plannen, terwijl de wet al sinds 1 januari van kracht is. Daarnaast zou er in sommige kwartieren zelfs nog geen hulpverlener zijn!

19.04 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Er zijn er 3.000.

19.05 **Anthony Dufrane** (PS): Ze zijn misschien niet evenredig verdeeld.

19.06 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Ik zal toezien op een evenwichtigere verdeling.

19.07 **Anthony Dufrane** (PS): U kunt er ook voor zorgen dat de opleidingen sneller worden georganiseerd.

19.08 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Dat is een goede suggestie.

19.09 **Anthony Dufrane** (PS): Zal dat op korte of lange termijn gebeuren?

19.10 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Op korte termijn.

Het incident is gesloten.

20 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Landsverdediging over "de verklaringen van**

een aantal leden van de staf over een geplande verdwijning op middellange termijn van de F-16's van de militaire basis te Florennes" (nr. 3389)

20.01 David Clarinval (MR): In de pers stond te lezen dat er op 7 februari jongstleden een lunch plaatsvond waaraan de chef Defensie, generaal Jean-Marie Delcourt, verscheidene topmilitairen en vier parlementsleden deelnamen. Bedoeling was dat eenieder uiting zou kunnen geven aan zijn bezorgdheid over wat er momenteel in dat departement gebeurt. Zo werd er ook gesproken over de kwestie van de zestig operationele F-16's. Een parlements lid zou erop gewezen hebben dat die toestellen verouderd zijn. De chef Defensie zou gewag gemaakt hebben van een levensduur van tien tot vijftien of zelfs twintig jaar van die toestellen. Tevens zou de rol van de basissen in Kleine Brogel, Florennes en Bevekom moeten worden herbekeken.

De sluiting van die basissen in het algemeen en van de basis van Florennes in het bijzonder zou nefaste gevolgen hebben voor de luchtvaartindustrie in ons land, voor de plaatselijke economie en de werkgelegenheid. Kan u ons duidelijk zeggen waar het op staat met betrekking tot de toekomst van die basissen? U zou het gehad hebben over het stationeren van onbemande vliegtuigen in Florennes in de plaats van de F-16's. Klopt dat? Zullen de F-16's van die basis verdwijnen? Werd er een studie uitgevoerd over de toekomst van Florennes na het verdwijnen van de F-16's?

20.02 Minister Pieter De Crem (Frans): Overeenkomstig het plan betreffende de voltooiing van de transformatie van het leger, handhaaft Defensie zijn F-16-vloot op hetzelfde peil in overleg met onze Europese partners, Nederland, Portugal, Noorwegen en Denemarken, die van plan zijn om de F-16's nog lang na 2020 te blijven gebruiken. De F-16's worden geregeld gemoderniseerd teneinde hun levensduur te verlengen en voor een optimale interoperabiliteit in NAVO- en EU-verband te zorgen.

In het kader van de voltooiing van de transformatie van het leger zal de capaciteit van de onbemande vliegtuigen naar de Tweede Wing in Florennes worden overgeheveld. Zij zullen er naast de F-16-escadrilles worden gestationeerd en die niet vervangen. Bijgevolg is de toekomst van de basissen in Kleine Brogel en Florennes niet bedreigd, evenmin als die van de basis van Bevekom, waar de helikoptercapaciteit zal worden gegroepeerd.

20.03 David Clarinval (MR): Wat zal er na 2020 gebeuren?

20.04 Minister Pieter De Crem (Frans): Onze vliegtuigen zouden nog lang na 2020 gebruikt kunnen worden, maar ooit zal de vervanging ervan toch moeten worden besproken.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.50 uur.